

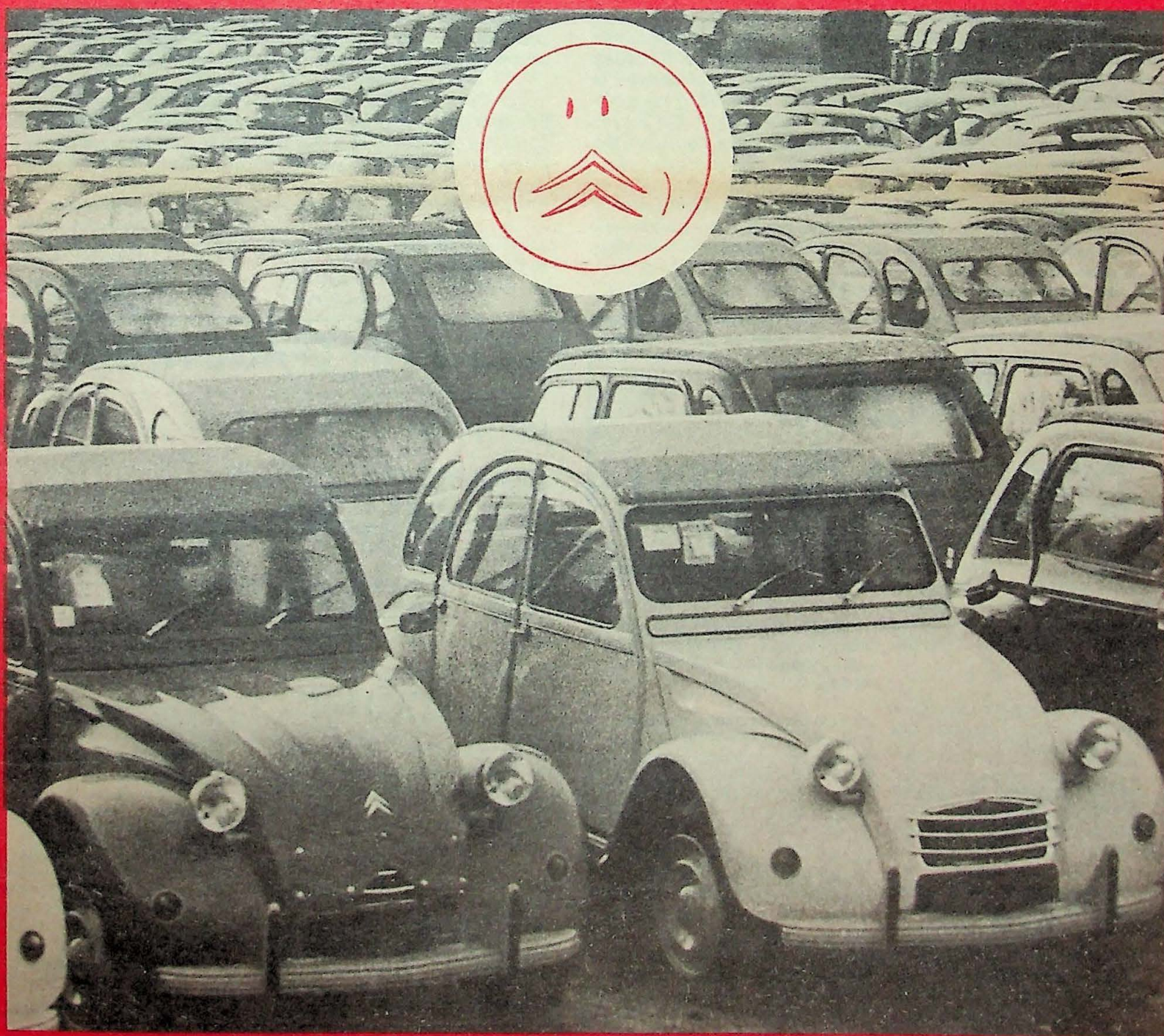
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE  
N° 637 - VENDREDI 6 DECEMBRE 1974 - 3,50 F

Tribune socialiste



nationaliser  
oui...

sous contrôle ouvrier



## Deux faces d'une même politique

L'Etat prête un milliard à Citroën pour « assainir » sa trésorerie et assurer son regroupement avec Peugeot. Renault reçoit de son côté 450 millions pour acquérir la presque totalité du capital de Berliet. Ainsi M. Giscard d'Estaing tient-il ses promesses. M. François Michelin qui contrôlait Citroën en faillite et dont la firme de Clermont-Ferrand était lourdement endettée, pourra, comme le dit **Le Monde** « mobiliser tous ses moyens pour lutter sur le front du pneu ». Ce n'est pas lui qui démentirait l'affirmation du Chef de l'Etat selon laquelle nos finances publiques sont les meilleures de toute l'Europe.

Le président de la République, qui n'avait pas les moyens de trouver les 200 F d'avance et les 1 700 F par mois que réclamaient les postiers, n'a eu aucune peine à dégager des sommes fantastiques en faveur du grand patronat de l'automobile.

C'est là une parfaite illustration de sa politique. Contrairement à ceux qui la considèrent comme une conduite « au fil de l'eau », nous avons dit qu'elle présentait une réelle cohérence et des perspectives à moyen terme. Sous le couvert de la lutte contre l'inflation, imposer l'austérité aux travailleurs, refuser de satisfaire à leurs revendications les plus légitimes, laisser pourrir les grèves et se développer le chômage, c'est la première face de cette politique.

La seconde consiste à utiliser l'inflation pour opérer les restructurations industrielles qui, dans la pensée du régime, doivent permettre à quelques géants de dominer le marché intérieur et de s'imposer à l'extérieur. Entre les deux aspects la corrélation est évidente. On a attendu la fin de la grève des postiers comme pour faire ressortir l'impuissance des syndicats face au pouvoir. On a pré-ludé aux décisions de concentration dans l'automobile par des licenciements chez Citroën, des journées chômées chez Peugeot, des réductions d'horaires, etc... et toute une campagne alarmiste sur la crise. Ainsi Giscard peut-il apparaître comme le grand protecteur qui, en répandant la manne tirée de la poche des contribuables, vient sauver l'industrie française et du même coup, préserver l'emploi de centaines de milliers de travailleurs.

Face à une opération économique, sociale et politique, de cette ampleur et qui peut être renouvelée demain dans tel autre secteur, quelle peut être la réponse de la gauche et, plus largement, du mouvement ouvrier dans son ensemble ?

La CGT et le PC demandent la nationalisation de Citroën. François Mitterrand va plus loin en proposant la constitution d'une compagnie nationale unique autour de la Régie Renault.

Ni les uns, ni les autres ne posent la question essentielle, celle du contrôle des travailleurs sur la production. Si la nationalisation est, en effet, une mesure indispensable pour mettre fin au vol pur et simple des fonds publics au profit des Michelin et Dassault, elle n'est pas la panacée qui résout tous les problèmes. Les travailleurs de chez Renault en savent quelque chose. Ceux de la fonction et des services publics peuvent témoigner du fait que l'Etat est, dans le cadre capitaliste, un patron de combat. C'est pourquoi nous disons que rien ne sera fondamentalement changé dans la situation de la classe ouvrière et de l'ensemble des travailleurs, s'ils ne prennent en main le contrôle des entreprises et des services.

A partir de cette exigence la demande de nationalisation prend un sens différent. Elle peut devenir effectivement la réponse à opposer à la solution bourgeoise, non comme une autre restructuration qui laisse en place les mêmes mécanismes d'exploitation et les mêmes types de production, mais comme un instrument de réorganisation de l'économie au service des travailleurs.

Les événements actuels, l'insuffisance des réponses que leur apportent les organisations de gauche font ressortir l'urgence qu'il y a à promouvoir une force capable de porter en avant la revendication du contrôle ouvrier et populaire dans la perspective de l'autogestion socialiste et de la traduire en termes de propositions politiques.

Cette préoccupation sera au centre de notre Congrès d'Amiens.

Victor Leduc ■

## IXème congrès du psu

La grève des PTT ayant sérieusement perturbé la diffusion de TS, nous rappelons pour les militants qui n'auraient pas encore eu les numéros précédents à leur disposition

1) que le Congrès aura lieu les 14, 15 et 16 décembre à Amiens, salle de l'Hippodrome.

2) qu'ils trouveront dans le numéro 633 de TS, le texte du questionnaire, intitulé « Pour lancer le débat ».

Dans le numéro 634, une première série de « contributions ».

Dans le numéro 635, le texte d'orientation de la Direction Politique Provisoire, le rapport d'acti-

vité et la résolution présentée par le « courant des Assises ».

Dans le numéro 636, le rapport d'activité de la DPP et plusieurs contributions dont celle du BF de la Régie Parisienne

3) Que la contribution du Rhône, parue dans le n° 634 de TS, n'est plus présentée en texte d'orientation, mais en amendement au texte de la DPP. Une nouvelle rédaction partielle sera diffusée.

4) Que les signataires du texte « Pour un communisme autogestionnaire » paru dans le numéro 634 de TS, présentent, sous le même titre, un texte d'orientation qui a été publié dans un **PSU-Information** déjà parvenu aux sections.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 80 F.

(pour 6 mois : 45 F - Soutien 120 F).

**T.S.** 9, rue Borromée - 75015 Paris  
CCP PARIS 5.826.65

## calendrier

● Les sections PSU de Champigny, St-Maur, Villiers et Créteil organisent, le jeudi 12 décembre, un débat sur le thème « le PSU répond à vos questions sur l'emploi » avec Christian Verger, secrétaire fédéral de la région parisienne : salle des loisirs, rue Karl Marx à Champigny, 20 h 30.

● Le 14 décembre, à 19 heures, dans le grand hall du Palais des expositions à Paris, grand spectacle de musique arabe avec Sabbah, Doukkali, Mohamed Dierari.



HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIÉ

**Direction politique :** Christian GUERCHE et Victor LEDUC.

**Dir. publ. :** André BARJONET  
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

**Rédaction :** 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

**Pour tout changement d'adresse,** joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Composition : CADET-PHOTO COMPOSITION

# à l'ortf des flics partout

Le mardi 26 novembre, à la suite d'une assemblée générale des travailleurs de la Maison de la Radio, quatre à cinq cents d'entre eux décident de forcer les grilles qui « protègent » la direction générale depuis le vote de la loi supprimant l'ORTF.

Ce n'était pas la première fois, mais, ce jour-là, les directions syndicales sont à la tête de la manifestation. L'occupation du bureau de Marceau Long (séquestré) et des alentours avait pour but de protester contre les 271 licenciements de journalistes qui venaient d'être annoncés.

Après le licenciement illégal (jugement du tribunal d'instance siégeant en référé le 31 octobre 1974) de 130 travailleurs permanents payés au cachet, après le renvoi arbitraire des plus de 60 ans (566), le nombre des travailleurs de l'ORTF qui perdaient leur emploi du fait de la réforme atteignait presque le millier.

Depuis sont venus s'ajouter plus de 500 statutaires et les journalistes pigistes. Soit au total plus de 1 600 licenciements, auxquels il faut encore ajouter les mutations arbitraires dans des ministères des agents des services de perception de la taxe et des fonctionnaires.

La transformation de l'ORTF en sept sociétés entraîne ainsi 2 500 à 3 000 suppressions d'emploi.

En outre le gouvernement et Marceau Long, le liquidateur de l'Office, refusaient depuis 4 mois les négociations que réclament les syndicats sur l'ensemble des problèmes. La reconduction des droits acquis pour ceux qui resteront n'est pas même une garantie.

C'est la raison pour laquelle la colère monte dans la Maison ronde et dans tous les centres ORTF.

Rue Cognacq Jay, les journalistes, avec des techniciens et des administratifs solidaires, ont réduit le programme dit « minimum » des jours de grève à un journal extrêmement court, sans film, sans présentateur, et ont obligé les directeurs à en annoncer les raisons réelles. Cela ne s'était jamais vu depuis que le ministre Malaud, de sinistre mémoire, avait fait passer dans la loi l'obligation

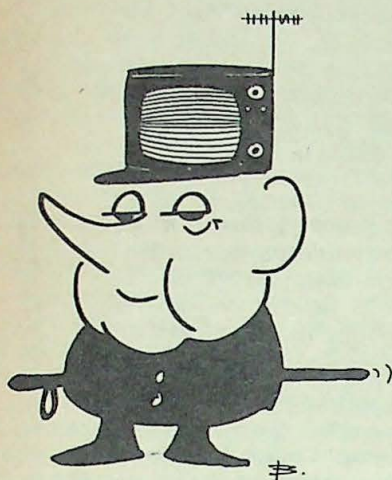
d'un programme « minimum » presque normal pour les actualités télévisées.

Là encore le pouvoir a répondu en envoyant ses flics, comme la veille à la Maison de la Radio.

En riposte, dès le 27 novembre, la grève a été spontanément organisée par les travailleurs eux-mêmes dans tous les grands centres. Elle a été générale pendant plusieurs jours à Paris et dans les régions malgré les appels à la reprise lancés par la puissante FSU (Fédération syndicale unifiée) principalement implantée chez les techniciens et une fraction de la CGT.

Mercredi 4, le centre des Buttes-Chaumont (qui deviendra la Société de Production TV au 1er janvier 1975) poursuivait la grève avec reconduction quotidienne en AG, ainsi que les centres de Joinville, Bourdan et Bry-sur-Marne. La station régionale de Lyon, à la pointe du combat depuis le début du conflit, est relayée par le centre régional de Bordeaux.

Groupe PSU de l'ORTF ■



## Un enjeu politique majeur

Entretien avec Edouard Guibert

E.G. : Il y a la suite du combat pour l'emploi. Et puis il y a le problème de la restructuration des rédactions. Par le jeu des mutations internes d'une chaîne à l'autre, et entre Paris et la province, on cherche maintenant, faute d'avoir pu briser l'organisation syndicale, à la démanteler.

Et on place partout des hommes sûrs, pour régenter l'information. Il n'est plus question qu'on soit gêné aux entournures comme on l'a été par l'équipe Desgraupes ou par Lefrère-Heberlé-Elkabbach. On fait un véritable verrouillage de l'information. Les hommes sûrs mis en place doivent servir à assurer, quotidiennement, le filtrage de l'actualité, et, en cas de crise, à « tenir » l'information, quoi qu'il arrive. Il leur faut rendre impossible qu'on voit à nouveau des journaux télévisés réalisés uniquement avec des diapositives, comme ces jours-ci...

TS : N'y a-t-il pas toujours des problèmes, au niveau de la solidarité entre les journalistes et les autres catégories de travailleurs de l'Office ?

E.G. : Si, bien sûr. La solidarité a beaucoup progressé, notamment parce que, cette fois-ci, les mots d'ordre sur lesquels se battaient les journalistes n'étaient plus seulement éthiques ; il ne s'agissait plus de libertés formelles, mais de défense de l'emploi, c'est-à-dire d'une revendication de travailleurs. Cela est mieux compris et soutenu par tous. Mais il reste une certaine tendance des journalistes à se considérer comme des travailleurs intellectuels, un peu à part des autres. Et, dans les autres catégories, on considère encore souvent que ces mecs-là, les journalistes, sont quand même des types très spéciaux...

TS : Et du point de vue de la solidarité externe ? On a la nette impression que les partis de gauche, par exemple, n'ont pas fait grand chose, n'ont pas tenté par exemple de mettre sur pied une vaste riposte unitaire sur l'ORTF.

E.G. : C'est vrai. Les seules organisations qui nous aient aidés sont les confédérations syndicales — la FEN par exemple avec son message au gouvernement exigeant qu'un interlocuteur soit clairement désigné pour négocier avec nous — et les partis de gauche. Fillioud et Ralite par exemple ont obtenu que la délégation parlementaire sur l'ORTF se saisisse elle-même du problème du personnel. L'Humanité a fait un travail d'information très correct. Au niveau régional, une certaine coordination PC-PS-PSU-syndicats a pu fonctionner.

Mais les grandes organisations ont refusé de faire de l'ORTF un problème politique majeur. Cela rejoint, probablement, leur attitude électorale : elles savent que les grèves de la télévision sont en général impopulaires, et elles ne souhaitent pas contrarier leur clientèle en prenant trop ouvertement fait et cause pour les grévistes.

Toujours est-il qu'elles n'ont pas tenté de faire de l'ORTF un objectif d'action unitaire des organisations syndicales et politiques, et à notre avis cela est d'autant plus regrettable que le gouvernement l'a senti, et a pu jouer sur cette mollesse.

TS : Pourtant le problème politique posé par la réforme reste fondamental...

E.G. : Essentiel. Il y a la suppression des émissions vers l'étranger, qui aboutit à laisser les fréquences à Voice of America et Free Europe, c'est-à-dire au leadership améri-

cain : le voilà concrètement, l'atlantisme ! On ne garde que les émissions pour l'Afrique, ce qui est aussi très significatif de la conception que l'on a de ce genre d'émissions...

Il y a, fondamentalement, le fait que la loi du 7 août ne sauvegarde pas le service public, mais le partage. Elle introduit un clivage très net, entre une partie de l'ex-ORTF qui va évoluer très vite vers la privatisation, et une autre qui sera dominée par le gouvernement.

C'est très clair, si l'on regarde les modes de gestion, les missions, le financement, la composition de chacune des nouvelles sociétés. Resteront dans le domaine public, avec contrôle gouvernemental renforcé : la troisième chaîne de TV (celle des régions et des DOM-TOM), machine à fabriquer des députés, la radio, et bien sûr la diffusion, le robinet à images et à sons. Passeront progressivement au privé, les deux autres chaînes TV et la société de production lourde des Buttes-Chaumont. Ce n'est pas un hasard si ces deux chaînes sont majoritairement financées par la publicité, et si le profil des hommes placés à leur tête, comme à la production lourde, est un profil « privé » (Jullian, Edeline, etc.).

Ce n'est pas un hasard si, au sein des conseils d'administration, les trois composantes de la majorité (UDR, RI, centristes) se sont attribuées les sièges réservés aux parlementaires, et s'ils ont donné au PC et au PS les sièges de la société de diffusion. On se réserve le contrôle de la programmation et on confie à la gauche... le rôle de garant de la diffusion, c'est-à-dire, en définitive, le rôle de garant du service public !

(Propos recueillis par Gilbert Hercet)



Nous avons rencontré Edouard Guibert, responsable SNJ (Syndicat national des journalistes) de l'ORTF, mercredi soir, après la grève de dix jours des journalistes de l'Office, et la session de « repêchage » de la commission de répartition du personnel en ce qui concernait les journalistes.

TS : Peux-tu faire le point de la situation, du point de vue de l'emploi : la grève a-t-elle été « payante » ?

Edouard Guibert : Depuis début octobre, en quatre temps, les journalistes ont fait 18 jours de grève. Et cela permet d'obtenir aujourd'hui, qu'au lieu de 500 licenciements, on soit tombé à 250 à peu près. Bien sûr, l'action n'est pas finie : mais on peut dire, en tout cas, qu'on a réduit la casse de moitié au niveau de l'emploi.

Initialement, il s'agissait d'une véritable opération de répression syndicale et politique : dans les premières listes de non-repris par les nouvelles sociétés de radio-télévision, on trouvait un grand nombre de militants, de délégués syndicaux, même d'élus du personnel au comité d'entreprise dans les régions. Avec les listes définitives, nous avons obtenu en tout cas que le tir soit corrigé. Pas complètement, bien sûr, loin de là : certains militants, jugés particulièrement « dangereux », sont toujours sur le carreau. Mais l'opération de démantèlement des organisations syndicales se solde en bonne partie par un échec.

TS : L'action n'est pas finie, disais-tu ?

## FCR : Sortir de l'impasse



Historiquement, les divergences entre les actuelles tendances 1 (minorité du bureau politique avec Filoche) et 2 (majorité du BP — autour de Krivine) du FCR, remontent au débat préparatoire du 3ème Congrès de la Ligue communiste (décembre 1972). La question posée à l'époque était double : d'une part, comment analyser la coalition d'union de la gauche autour du Programme commun, de l'autre (et à partir de cette analyse) comment permettre à la Ligue d'accroître son implantation

dans la classe ouvrière, en majorité influencée par le réformisme ? (1)

Un débat ancien

Pour la minorité du comité central de la Ligue (tendance 1 du FCR, aujourd'hui), la politique d'union de la gauche ne pourrait que faire jouer au PCF le rôle de marchepied pour le PS, le rôle d'entremetteur entre la classe ouvrière et Mitterrand caractérisé comme politicien bourgeois et solution de rechange acceptable pour la bourgeoisie au cas où celle-ci n'en aurait pas trouvé au sein de la majorité gaulliste. L'union de la gauche était donc une alliance politique de classe : il ne pouvait être question de la soutenir, même de façon critique, dans son ensemble : d'où les propositions faites par cette tendance, fin 1972, de ne soutenir aux législatives que les candidats du PCF et, en avril 1974, de s'abstenir au second tour des présidentielles. Et la nature de l'union de la gauche ne pouvait qu'amener le PCF à perdre son hégémonie dans cette coalition : d'où la priorité accordée au travail à entreprendre en direction des militants communistes et des travailleurs influencés par le PCF, sur le thème « le PCF doit rompre avec les forces de gauche bourgeoises ».

La majorité du comité central considérait, au contraire, l'accord PC-PS comme une réponse politique globale du réformisme à la volonté de changement politique exprimée par la classe ouvrière depuis 1968. Une victoire, ou un succès

relatif remporté aux élections par l'union de la gauche, pouvait déclencher une crise politique marquée par une intense mobilisation ouvrière et un accroissement des divisions de la bourgeoisie. Cette analyse, voisine de celle développée par le PSU à la même époque, rendait compte également de l'émergence au sein de la classe ouvrière de tout un secteur de militants se méfiant profondément des appareils réformistes, et donc susceptibles de constituer la base d'un éventuel parti révolutionnaire ouvrier. Elle opposait à la vision traditionnelle du « travail de taupe » à mener auprès des militants les plus « conscients » du mouvement ouvrier réformiste, celle d'un regroupement des travailleurs d'ores et déjà capables de s'opposer au réformisme.

Et pourtant, bien que cette tendance ait gardé la direction politique de la Ligue communiste, puis du FCR, ces organisations n'ont pas réussi à capitaliser le mouvement qui amenait de nombreux travailleurs à s'émanciper de la tutelle réformiste. Non que le FCR n'ait acquis une base ouvrière incomparablement plus importante que celle de la JCR. Mais, de l'aveu même de ses responsables, cette base est encore peu nombreuse, et surtout volatile et fluctuante...

Quelles sont les réponses des deux courants du BP à ce constat d'échec ? La minorité (tendance 1) ne fait que reprendre, en les actualisant, ses propositions anciennes. Elle se refuse à privilégier le regroupement de « l'avant-garde ouvrière » qui « se pose la question de la rupture avec les directions réformistes sans être encore attirée par le pôle marxiste-révolutionnaire », qui « ne peut être dissociée des travailleurs avancés (c'est-à-dire : « les militants syndicaux actifs, cadres des luttes, membres ou non d'organisations sociale-démocrates de type nouveau ou stalinien ») car elle n'a aucune autonomie, aucune indépendance politique ».

Ce regroupement empêcherait la réalisation de l'unité de toute la classe ouvrière, sans pour autant modifier le rapport des forces entre révolu-

## Deux touristes au P.C.

L'expédition entreprise par André Harris et Alain de Sedouy à l'intérieur du Parti communiste \* a donné naissance à un gros livre assez attachant. Il convient de se demander s'il s'agit, en outre, d'un livre utile, pour ceux du moins qui ont le goût de saisir les mécanismes profonds de la vie politique autrement qu'à travers les anecdotes ou les affabulations de « l'histoire secrète ».

On devine bien tous les périls du genre. L'ambition de neutralité absolue, proclamée dans l'introduction, est en fait bien difficile à tenir. Non pas que nos enquêteurs versent jamais dans l'hagiographie ou inclinent à l'adhésion doctrinale, mais il est malaisé de rester totalement impassible en présence des hommes eux-mêmes. Au niveau collectif d'abord, dans la mesure où la fréquentation attentive du P.C. a visiblement déclenché chez les auteurs un mouvement de sympathie instinctive. Au niveau individuel, les « portraits » qui nous sont offerts traduisent, pour une part, la sensibilité des deux journalistes en regard de leurs sujets : autant le secrétaire général du mouvement de la jeunesse communiste Jean-Michel Catala est rudement traité, autant le courant passe, chargé de complicité chaleureuse, dans l'entretien avec Henri Krasucki.

Mais l'essentiel n'est pas ce que les auteurs disent des communistes, mais bien ce que les communistes qu'ils ont rencontrés disent d'eux-mêmes. Il y avait

dans ce projet de « recueil de témoignages » un risque grave : que la sélection opérée dans un ensemble considérable d'enregistrements soit mutilée ou marquée d'un certain goût pour le sensationnel. A tel moment, on signale un entretien de cinq heures : il en reste une dizaine de pages. On sait qu'aucun des textes n'a été revu par les militants interrogés, ce qui écarte le soupçon d'une censure a posteriori et permet, le cas échéant, au PC, de nuancer ou de démentir tel propos. De même, la présence assez insistante de « l'affaire Soljenitsyne » ne semble guère dépasser ce qu'était effectivement le niveau du débat dans le PC au début de l'année 1974. Reste que les communistes rencontrés par Harris et Sedouy répondent principalement aux questions qui leur sont posées, lesquelles ne sont pas forcément les plus pertinentes. Fort heureusement, une bonne partie des entretiens échappe au jeu un peu contraint et maladroît du « questionnaire-type » préparé par des journalistes qui n'avaient — ils l'admettent d'ailleurs — qu'un niveau d'information modeste sur le Parti communiste. On le doit, sans aucun doute, à la forte personnalité des hommes et des femmes qui nous sont présentés : ce sont, au plein sens du terme, des militants.

La trame de l'ouvrage, c'est l'histoire personnelle de ces militants, en tant qu'elle est intégrée à une histoire collective, qui dé-

passe souvent l'histoire propre du PC. Pas plus qu'aucune autre production de « mémoires » celle-ci n'échappe aux dangers de la sélection ou de la reconstruction. On en trouve, ici ou là, la preuve dans une erreur de fait. Ainsi, l'historien Jean Elleinstein, retraçant sa participation au mouvement de la jeunesse (à cette époque l'U.J.R.E.), rapporte qu'il s'était posé très tôt quelques questions quant à l'attitude des Soviétiques vis-à-vis des P.C. occidentaux. Il en donne comme illustration un incident survenu entre la délégation française et la délégation soviétique au cours d'une conférence européenne contre la C.E.D. réunie à Berlin. Il date cet événement de 1952, alors que la conférence s'est en réalité tenue au printemps de 1954 : il n'est pas besoin d'insister sur l'importance de cet écart chronologique. On peut d'ailleurs, au passage, regretter que les auteurs n'aient pas tenté d'éclairer, pour le grand public, certaines références historiques ou biographiques : il faut quelquefois une bonne connaissance de l'histoire contemporaine pour apprécier le texte. Les quelques précisions produites ne sont d'ailleurs pas toujours très sûres.

Si l'on doit signaler ces imperfections, c'est que la passion de l'histoire, et la double volonté de la comprendre et de la faire, affleurent en permanence dans les propos des communistes. Histoire lointaine, à laquelle renvoient ce paysan vendéen qui ra-

tionnaires et réformistes — puisque l'avant-garde ouvrière n'est pas révolutionnaire...

— Un caricatural bégaiement tactique —

Cette conception du Front unique s'appuie sur des « cas exemplaires » (Chili, Appel des Cents) situés en dehors de la sphère de la production. Son caractère limité montre qu'elle n'est concevable que sur les terrains secondaires de la lutte des classes et qu'autrement elle réduit le mot d'ordre du Front unique à sa seule utilisation propagandiste, permettant de dénoncer la carence des directions réformistes. De plus, elle s'exprime essentiellement en termes de développement de l'organisation, considéré comme une fin en soi, et ne se relie pas clairement à la perspective d'un dépassement du combat au coup par coup contre l'offensive actuelle de la bourgeoisie. Elle n'est que la nième variante de la tactique traditionnelle de l'extrême gauche trotskyste, appliquant mécaniquement la stratégie de la III<sup>ème</sup> Internationale naissante.

Mais le FCR de 1974 n'est pas le PCF de 1921 : la disproportion entre les deux, tant quantitative que qualitative, fait que la tentation de répéter la politique définie en d'autres temps par le Kominintern ne peut aboutir qu'à un caricatural bégaiement tactique et à la paralysie. Comment en effet imposer ou, même, proposer avec succès aux réformistes, traités par ailleurs de « contre-révolutionnaires », une alliance tactique dont ils ne veulent pas ? Le Front unique n'est concevable qu'en fonction d'un certain rapport de forces au sein du mouvement ouvrier. Les réformistes ne s'allient aux révolutionnaires que lorsque ceux-ci représentent un poids suffisant au sein des masses. L'unité d'action ne peut renforcer le courant révolutionnaire dans la classe ouvrière : mais pour aboutir à l'unité d'action, ce courant doit être, au préalable, une réalité sociale et politique.

La majorité du BP du FCR (tendance 2) ne tombe pas dans le piège du repli dogmatique. Ses textes la montrent lucide quant aux facteurs de

l'échec du FCR, et quant à l'objectif à atteindre : le regroupement de cette « avant-garde large, à majorité ouvrière, qui, sans avoir rompu clairement avec la stratégie réformiste, s'écarte dans la pratique des bureaucrates réformistes ».

Mais cette constatation juste ne s'accompagne pas d'une remise en cause critique sérieuse des erreurs commises dans le passé par le FCR, dans ses rapports avec cette avant-garde « large ». Bien plus, il en est déduit que, pour le FCR, la tâche de l'heure est « l'éducation politique » de ces travailleurs les plus avancés dans la remise en cause du réformisme !

Avant de jouer les maîtres d'école — ce que le FCR et la LC n'ont cessé de faire depuis 3 ans et plus, sans grand succès — ne s'agirait-il pas, pour des révolutionnaires, de se mettre à l'écoute de ces travailleurs, d'essayer de saisir leurs aspirations, puis d'en tirer le cadre programmatique propre à traduire politiquement leur combat ? Pourquoi le concept d'autogestion, quelles que soient les tentatives de détournement dont il est l'objet, a-t-il un écho aussi large dans les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière ? N'est-ce pas parce qu'il implique autre chose que des références théoriques abstraites ; n'est-ce pas parce qu'il est l'expression programmatique d'un certain nombre de luttes menées pour imposer le contrôle ouvrier dans le respect de la démocratie ouvrière ?

La lucidité de la tendance 2 quant à l'impasse dans laquelle se trouve le FCR n'empêche pas que sa réponse reste inadéquate, et le restera, tant que le problème fondamental des rapports entre l'organisation et la classe n'aura pas été revu — et corrigé — par les héritiers du courant trotskyste. Le problème du regroupement de la faction la plus avancée, la plus consciente, du prolétariat pourra être résolu à partir d'une conception où l'organisation politique ne sera plus l'état-major intrinsèque ou omniscient de la classe, mais un organisme vivant et évoluant au rythme de la lutte ouvrière, se nourrissant de

l'expérience collective de la classe, lui apportant en retour des réponses politiques claires et adoptées à son niveau de conscience : un intellectuel collectif, et non un donneur de leçons. Si, en effet, de nombreux travailleurs rompent avec le réformisme, c'est autant contre son caractère bureaucratique, « substitutiste », que contre son légalisme, son électoralisme. Ils n'entendent donc pas échanger un appareil contre un autre, même plus combatif, même révolutionnaire.

Ne pas tenir compte de ce fait, c'est-à-dire ne pas remettre en question la conception trotskyste du parti, c'est se vouer à l'impuissance. C'est rendre inaccessible le but que fixe la tendance 2 : regrouper cette « avant-garde large » de la classe ouvrière. Et cela, non seulement en raison du caractère mythique, étranger aux préoccupations prolétariennes, de cette vision du parti : mais parce que cette vision elle-même rend difficile la réalisation d'une alliance avec cette partie de l'extrême gauche — dont le PSU est l'élément principal — qui n'acceptera pas d'être la volaille qu'on plume, ou la passerelle dressée entre le réformisme et « les révolutionnaires ».

Le FCR se croit-il capable de réaliser un regroupement de « l'avant-garde large » avec ses seules forces ? Pense-t-il ainsi modifier, à lui seul et à son seul profit, le rapport des forces existant dans le mouvement ouvrier, entre réformistes et révolutionnaires ?

Une réponse positive à ces deux questions vouerait le FCR à l'impuissance, en lui fermant la voie qui mène à la confiance des travailleurs avancés qu'un tel aveuglement ne pourrait que rebuter, en lui ôtant par conséquent, la capacité de peser dans la classe ouvrière et la possibilité de faire partie d'un front unitaire contre la bourgeoisie. Elle rejetterait — pour longtemps — le FCR dans le ghetto groupusculaire dont il veut précisément sortir.

François Turquan ■

(1) cf. TS n° 636

conte avec une fierté lucide les guerres de ses ancêtres Chouans, ou ce viticulteur gardois façonné par la tradition huguenote. Histoire plus proche, celle dont on tire directement des enseignements, c'est-à-dire une arme pour l'action politique : le Front populaire, la Résistance, la guerre froide et la suite... Un exemple : la guerre d'Algérie vue sous deux angles complémentaires. D'un côté, le métallo parisien qui a contribué, dans l'unité où il servait en Algérie, à faire échouer le putsch de 1961 et qui trouve cette formule étonnante pour décrire son action : « ... on formait un groupe de trois gars résolus à faire prendre position pour que le Sud Constantinois reste fidèle au Général ». De l'autre, le couple pied-noir transplanté d'Oran dans une HLM de Nîmes : l'homme a retrouvé, très vite, le contact avec le mouvement ouvrier, la femme, elle, n'oublie pas. « C'est comme pour vous les Allemands ».

On pourrait peut-être reprocher à Harris et Sedouy d'avoir encore trop sacrifié au témoignage des dirigeants. Il est possible qu'il y ait eu là une des conditions implicites du « permis de circulation » très libéral qu'ils ont obtenu. Il est, hélas, plus que probable que c'était une des conditions explicites d'une bonne carrière commerciale pour l'ouvrage. La conséquence est un défilé classique de membres du Bureau politique dans l'exercice de leurs spécialités respectives. On com-

prend que nos auteurs n'aient pas voulu se priver du « numéro », toujours fascinant, de Jacques Duclos ; on admet encore qu'ils aient (presque) conclu avec un « dites-nous M. Marchais... » On regrette, en revanche — pour ne prendre que cet exemple le type d'entretien très plat avec Mireille Bertrand sur le travail parmi les femmes », pour adopter le vocabulaire consacré.

Ne soyons pas abusivement exigeants et retenons le livre d'Harris et Sedouy pour ce qu'il est vraiment : une entreprise assez rare pour mériter l'intérêt. Lorsqu'à l'époque de la « grande peur » des années cinquante les bons esprits voulaient comprendre ce qui faisait courir les communistes, ils s'adressaient aux spécialistes anglo-saxons de la psychologie politique, qui proposaient de savantes interprétations psychanalytiques de la « mentalité rouge ». Aujourd'hui, plus simplement, mais aussi plus honnêtement et — du même coup — plus profondément, Harris et Sedouy nous donnent des matériaux pour une meilleure connaissance du Parti communiste. Cela constitue à l'évidence un outil de propagande pour les communistes eux-mêmes. Cela peut être utile pour tous ceux qui ont à les rencontrer dans l'action politique et sociale quotidienne.

F.Q. □

• Voyage à l'intérieur du Parti Communiste, par André Harris et Alain de Sedouy, aux Editions du Seuil.

## Vie nouvelle : une table ronde d'orientation

Vie Nouvelle organisait, le 1<sup>er</sup> décembre, une table ronde d'une matinée sur les conclusions à tirer des « Assises du socialisme ». Une table très orientée, puisqu'on y pouvait entendre Robert Chapuis, au nom de la 2<sup>ème</sup> composante, Pierre Rosenwallon et Decaumont pour la 3<sup>ème</sup>, se porter garants d'une prochaine transformation de l'ensemble des structures et de l'orientation du PS, devenu par leur entrée « le Parti des socialistes », révolutionnaire, autogestionnaire, etc. Enthousiasme contredit par des questions de militants de Vie Nouvelle qui demandaient de quels moyens allaient disposer ces nouveaux adhérents pour opérer ces transformations alors qu'ils refusaient de s'organiser à l'intérieur du PS et déclaraient se ranger derrière

François Mitterrand. Contredit aussi par J.P. Chevènement, qui fit montre du plus grand scepticisme à l'égard des projets de Chapuis et de ses amis et leur opposa les perspectives du CERES.

Victor Leduc, au nom du PSU rappela que notre parti avait choisi une autre voie et que le maintien de son autonomie politique constituait une garantie pour tous les partisans du socialisme autogestionnaire. Il apporta aussi quelques précisions, peu goûtées du président de séance et de Robert Chapuis, sur nos positions concernant le « projet de société », les conditions dans lesquelles nous avons été exclus des Assises et la répartition des courants au sein du PSU.

la librairie T.S. vous propose cette semaine :

Gabriel Galice Santé et Profit :  
L'industrie pharmaceutique (Cerf, 11,50 F)

Opération « Ogro » :  
Comment et pourquoi nous avons exécuté C. Blanco, Premier ministre espagnol (Le Seuil, 26 F)  
et toutes les publications du PSU, 9, rue Borromée 75015 Paris

POUR VOS CADEAUX DE NOEL  
ET DE NOUVEL AN

### un souvenir de Chine

Albums d'art, reproductions de  
peinture, carte de vœux,  
papiers découpés, disques,  
timbres-poste, livres pour  
enfants, etc...

Librairie LE PHENIX  
72, bd de Sébastopol  
75003 - PARIS -

Le débat sur le nucléaire implique un choix politique, un choix de société. Si même nous avions perdu de vue l'analyse marxiste sur le rapport entre type d'énergie et mode de production, notre bienveillant gouvernement et la toute-puissante EDF viendraient nous le rappeler.

Opération « grande cause nationale » au profit des centrales, mise en cause, retrait, puis maintien du film réalisé par Otzenberger pour l'ORTF sur « Les atomes vous veulent-ils du bien ? » Il semble que l'heure est passée où l'on ne voyait dans la contestation du nucléaire que crispation bucolique, hyppisme décadent, folklore inoffensif.

La direction de l'EDF prétend pouvoir présenter un bon dossier. Or ce dossier n'est pas si bon que ça.



Depuis quelques années, les écologistes ont appris à calculer et à poser les bonnes questions. Celles qui font d'autant plus mal à nos technocrates qu'ils ont oublié de se les poser à eux-mêmes. Au premier plan : la rentabilité même des opérations. Un débat chiffré mettrait en lumière l'in vraisemblable escroquerie à laquelle se livrent les compagnies multinationales (Westinghouse, General Electric, etc.) lorsqu'elles proposent des devis de centrale selon lesquels « le kilowatt-heure nucléaire est le moins cher de tous » !

Selon toutes les études, les centrales ne fournissent que la moitié de l'énergie prévue. Les multinationales, d'autre part, se refusent à prendre en charge leurs déchets. General Electric, après avoir investi 80 millions de dollars, vient de se retirer d'un consortium de traitement de ces déchets. Au client de se débrouiller. On comprend que l'EDF — qui se comporte dans cette histoire comme l'agent direct de Westinghouse et autre General Electric (après avoir cassé les reins du CEA) — estime utile de faire du bruit sur tout autre chose.

C'est pour que la clameur « nucléarocrate » n'assourdisse pas l'esprit des Français que nos camarades Les Amis de la Terre ont réalisé un dossier fort intéressant. Nous en publions cette semaine quelques extraits.

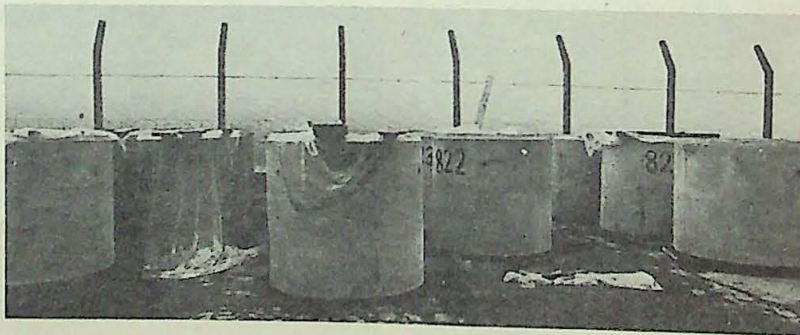
## Le choix nucléaire Un dossier accablant

### La politique énergétique

Après le tout-pétrolier, voici le tout-nucléaire. Il est présenté comme le seul moyen de répondre à l'accroissement de la demande d'énergie [...] et d'alléger la dépendance envers les producteurs de pétrole. Mais on ne passe pas en un jour du pétrole à l'électricité, surtout si l'on consomme de plus en plus d'énergie ; et la part du pétrole augmenterait encore jusqu'à représenter 74% de la consommation d'énergie en 1980 pour se situer aux alentours de 60% en 2000.

En fait, les efforts d'EDF tendent plus à favoriser l'accroissement de la consommation d'énergie qu'à substituer l'électricité au pétrole, sauf dans le domaine du chauffage, alors que ce poste serait plus avantageusement attribué à l'énergie solaire et à la géothermie. Le recours exclusif au nucléaire, tandis que le pétrole conserve un rôle prépondérant, ne peut manquer d'inquiéter en raison des risques d'accidents-incidents du premier et des risques de pénurie du second.

Les inconvénients de cette non-diversification des ressources énergétiques sont aggravés par l'absence d'une politique d'économie de l'énergie : (priorité au rail et aux transports en commun, organisation du recyclage, production de biens plus durables, « biologisation » de l'agriculture, reconversion d'industries énergivores, etc...)



Nous sommes donc en présence d'un choix délibéré : mettre en place une nouvelle monoculture énergétique pour égaler la consommation américaine d'énergie (12 TEC par habitant contre 4,2 en France), en somme pour se conformer au mode de vie américain.

Aux Etats-Unis toutefois, des études récentes ont montré que près de « la moitié » de l'énergie consommée était gaspillée sous forme de chaleur et un récent rapport de la Fondation Ford pré-

conise une croissance zéro de l'énergie, esquissant le passage à une société « à profit énergétique bas ». Cette société serait décentralisée, orientée vers des activités de services organisés de telle sorte que les transports y soient moins fréquents. Elle utiliserait des techniques douces et dispersées de production, notamment en matière de production d'énergie (énergie solaire, éolienne, hydraulique, conversions biologiques, etc.).

Le tout-nucléaire aggrave, au contraire, la concentration technique et la centralisation administrative, favorise l'emprise des firmes géantes et renforce l'aliénation quotidienne. Au reste, toute forme de conversion massive d'énergie aboutit, semble-t-il, aux mêmes conséquences... Une question fondamentale est posée : celle de nos réels besoins en énergie. C'est donc un choix de société.

### Le bilan énergétique

L'industrie nucléaire est une forte consommatrice d'énergie... au point qu'elle se réservera une bonne part de sa propre production. On sait déjà que l'usine d'enrichissement de Tricastin se nourrit de quatre centrales nucléaires !

Mais a-t-on comptabilisé les apports d'énergie nécessaires à l'ensemble du processus nucléaire, depuis les activités minières jusqu'au stockage des déchets, en y intégrant bien sûr la

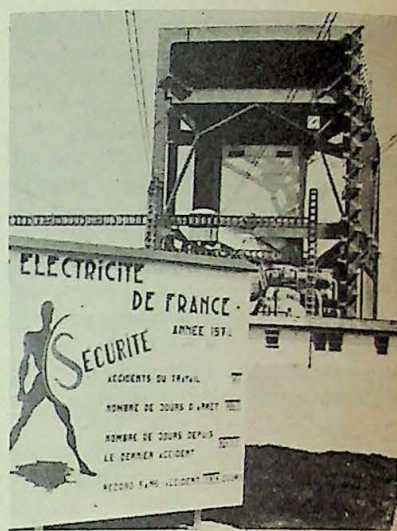
fabrication des cuves, de la tuyauterie et du matériel, la construction des installations, les travaux de régulation des cours d'eau, la production chimique nécessaire au cycle du combustible ? Selon certains scientifiques américains, le bilan serait marginal, voire même négatif (H.T. Odum, Ackerman).

Et en effet, pour équilibrer ces dépenses, la production réelle apparaît bien faible. Les centrales nucléaires, malgré leurs ronflantes cartes de visite, (900, 1 000,

1 200 MWé), fonctionnent mal : outre un rendement faible, (le taux de combustion n'est pas très élevé pour les centrales à eau légère), ces machines fragiles sont sans cesse immobilisées, soit à cause d'incidents, soit pour veiller à leur « maintenance » (entretien).

Jusqu'ici leur « disponibilité » oscille entre 50 et 60% du temps théorique de fonctionnement, alors que les constructeurs espéraient atteindre 80%. Et plus leur capacité augmente, plus les pépins se multiplient ; c'est ce qu'on appelle « l'effet de taille ».

C'est pourquoi les centrales nucléaires ne fournissent en moyenne que la « moitié » de l'énergie prévue...



### Les problèmes industriels et économiques

Une centrale nucléaire coûte environ 1,5 milliard de francs, l'usine de Tricastin coûtera 12 milliards de francs, et sans cesse de nouvelles dépenses s'ajoutent à la liste...

Où trouver l'argent ?

L'EDF accuse déjà un déficit de près de deux milliards de francs et doit s'endetter à l'étranger, remettant en cause une politique d'indépendance nationale déjà compromise par le choix d'une technologie américaine et la nécessité d'utiliser jusqu'en 1980 l'uranium enrichi en provenance des USA. C'est pourquoi le gouvernement autorisera sans doute EDF à augmenter ses tarifs malgré l'inflation...

Framatome et Creusot-Loire investissent 400 millions en deux ans, grâce à des emprunts... pour passer à une capacité de production de huit cuves et une vingtaine de générateurs de vapeur par an. Or, Framatome est presque une société étrangère (45% Westinghouse, 4% Schneider, 51% Creusot-Loire) et Creusot-Loire est en passe d'être contrôlé par le groupe Empain. De grandes manœuvres agitent le petit monde des multinationales [...] manœuvres dont l'emploi fait parfois les frais comme à Râteau. L'industrie nucléaire passe sous contrôle privé, le CEA perd ses prérogatives et s'inquiète...

# les PME, mythes et réalités

L'article qui suit ne prétend pas épuiser le sujet des PME qui traversent aujourd'hui une situation difficile. Nul doute que le gouvernement, qui est prêt aujourd'hui à lâcher quelques dizaines de milliards pour renflouer Citroën, trouvera également le moyen de libérer quelque peu l'étreinte qui pèse sur des dizaines de milliers de petites et moyennes entreprises qui représenteraient 62 % de la production française, avec 130 000 établissements industriels et 800 000 entreprises commerciales et prestataires de service.

Chacun sait qu'il y a en France un magma qu'on appelle « petites et moyennes entreprises ». Mais il est souvent difficile de découvrir son poids spécifique dans la réalité économique. Tout le monde connaît des gens qui travaillent « dans des petites boîtes » et dans « des boîtes moyennes » ; on sait que la vie syndicale y est difficile, que le climat est paternaliste, et que l'exploitation y est souvent pratiquée à des degrés que ne désavoueraient pas Simca-Chrysler, Citroën ou telle grande usine textile du Nord.

Du côté du PCF, la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat et ses implications politiques jettent une ombre systématique sur la structure de l'appareil productif français : l'arbre des monopoles cache en quelque sorte la forêt des dizaines de milliers de PME.

Si l'on fait abstraction de la distribution où domine le petit commerce, et si on limite l'essentiel de l'étude à l'appareil productif, le meilleur critère à prendre en considération est celui des effectifs salariés. En 1966, 24 % des salariés de l'industrie étaient employés dans des établissements de 10 à 50 personnes et 27 % dans des établissements comptant de 51 à 200 personnes. Autrement dit, une fois déduites les entreprises artisanales de moins de 10 salariés, 51 % des salariés étaient employés dans des établissements de moins de 200 personnes.

Bien entendu, suivant les branches, la dimension moyenne des effectifs subit des variations importantes. Si on prend en compte la part des effectifs salariés employés dans les grosses entreprises (plus de 500 salariés), on constate qu'elle représentait, en 1962, 33 % pour la France, 45 % pour l'Allemagne, 41 % pour la Belgique, 45 % pour les Etats-Unis, 30 % pour l'Italie, 44 % pour les Pays-Bas.

## PME et concentration capitaliste

Le mouvement de concentration s'est poursuivi. Mais la concentration touche toutes les tranches d'établissements et représente en fait un glissement lent et massif, du bas de la pyramide vers le haut, avec des freins plus élevés pour les « monstres industriels ». Il est en effet plus facile pour une entreprise de 20 salariés de doubler ou tripler en dix ans ses effectifs, que pour une usine métallurgique de 5 000 salariés.

La concentration capitaliste qui s'est opérée depuis l'après-guerre en France, même si elle s'est accélérée pendant le régime gaulliste, n'a pas radicalement modifié la structure générale de l'appareil productif français. Celui-ci reste dominé par l'importance, en termes de chiffre d'affaires, et surtout en nombre de salariés, des « petites et moyennes entreprises ».

Il est vrai que la petite entreprise — robot d'aujourd'hui a un volume plus important que celle d'il y a dix ans, mais cela traduit dans une

certaine mesure le niveau général atteint par l'accumulation et l'expansion capitalistes au cours de cette période.

Si l'on prend en compte les entreprises de transport, le commerce, le secteur tertiaire, la masse des PME donne un visage particulier aux rapports de production globaux en France.



Même si la tendance générale est donnée par les principaux groupes industriels (chimie, métallurgie, électronique, textile) et même si le capitalisme financier et bancaire y joue un rôle décisif, il n'en reste pas moins que la plus-value produite par les PME, ainsi que les conditions de sa réalisation sur le marché, représente une part très importante (1).

## « Monopoles » et PME

Il n'y a pas « lutte » entre monopoles et grandes entreprises d'un côté et PME de l'autre. Il y a complémentarité, conflictuelle parfois, mais un intérêt commun qui découle du fonctionnement du mode de production et de la loi du profit.

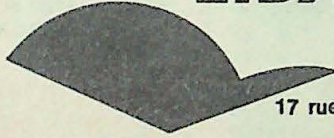
Le profit de monopole ou la rente de situation que peuvent accaparer certaines grosses entreprises supposent, à l'autre pôle, une masse de petites entreprises qui donnent le ton et déterminent la valeur socialement nécessaire de la production globale. Il y a tout un tissu conjonctif qui relie les petites entreprises aux grosses. Mieux encore, dans une situation de crise spécifique comme celle que traverse l'ensemble du monde capitaliste, il n'est pas évident que la charge essentielle en sera supportée exclusivement par les petites entreprises.

Comme dans les animaux malades de la peste, tous les types d'entreprises pourraient en être atteints. Les capacités d'adaptation à la crise peuvent être plus grandes dans des petites et moyennes entreprises où l'absence de syndicalisation peut favoriser la surexploitation, et où les pratiques de fraude fiscale permettent également de maintenir, vaille que vaille, une activité qui pourrait autrement être compromise.

Bref, nous n'avons pas à pleurer sur le sort des PME « qui feraient les frais de la crise » dont les monopoles tireraient profit pour renforcer leur domination : le capitalisme, son mode de domination, sa réalité, forment un tout ; ce tout est complexe ; il nous appartient de l'analyser, d'en comprendre les contradictions pour mieux le combattre.

Jean Verger □

(1) Voilà un champ intéressant à exploiter par les économistes marxistes...

**LIBAIR**  
  
Cor. d'Agence de voyages  
Lic. A. 669  
17 rue de Turbigo - 75002 PARIS  
Tél. 508.06.60 - 231.53.99  
R.C. Paris 73 B 188

**skis - séjours**

Noël - SAMOENS : 590 F  
Noël - CARROZ - D'ARRACHES : 790 F  
Toute l'année - BALEARES : 600 F la semaine  
(transport compris)

Au service  
des « Individuels » et des « Collectivités »  
LIBAIR serait heureux de vous faire parvenir  
sa brochure HIVER 75

BON A RETOURNER A LIBAIR

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....  
☐ désire recevoir : Brochure « Collectivités » ☐  
Brochure « Individuelle » ☐  
☐ est intéressé par : .....

## Non à la radiale Vercingétorix

Le samedi 30 novembre, les habitants du XIV arrondissement à Paris ont manifesté, avec l'appui unitaire des formations de gauche, contre l'autoroute A 10 (Anthony-Malakoff, Vanves) qui doit dans le quartier se transformer en radiale Vercingétorix. Pourquoi ce refus ? L'autoroute, c'est un coup de couteau dans la ville, le prélude à une restructuration du quartier avec des immeubles, donnant sur le bruit et la pollution, des tours et des barres, tout un urbanisme que l'on condamne depuis Sarcelles. Regroupés dans le comité Vercingétorix (gauche du PS, comité Libération, PSU) les habitants occupent un terrain situé sur le tracé de la radiale. Ils réclament son aménagement en espace de jeux et de verdure et ont organisé dimanche une petite fête avec fanfare, sketches pour enfants... et beaucoup de panneaux explicatifs.

section PSU du XIV arrondissement.

# Les raisons d'une reprise

Le mécontentement règne aux PTT. Il ne cessera vraisemblablement pas quand les postiers verront leurs « salaires de misère » amputés de la retenue, partielle ou totale, des jours de grève. Les négociations n'ont apporté que de minimes augmentations de salaires et beaucoup de belles promesses. Le démantèlement, qui était à la source de chacune des revendications — même si certains ne les y relient pas directement — est aujourd'hui plus proche que jamais. Les travailleurs vont-ils attendre, tout comme à l'ORTF, que les rapaces se soient servis pour réagir ? Certes, la grève a été exceptionnellement suivie et longue ; c'est la première de cet ordre aux PTT. Pourtant, s'il y a eu des actions dures, il semble que des mots d'ordre comme « non à la privatisation », « défense du service public », « solidarité postiers-usagers », « unité des travailleurs », n'ont pas été expliqués et compris.

## Une notion encore abstraite

La notion de démantèlement est encore trop abstraite, trop lointaine, aux PTT.

Le démantèlement intervient sans doute de façon insidieuse et par secteurs relativement peu importants à la fois. Le processus est pourtant déjà bien entamé et de nombreuses activités parmi les plus rentables ont déjà été récupérées. L'administration conserve les travaux onéreux (recherche technologique ou de pointe), peu intéressants (entretien du matériel), nécessitant un personnel nombreux (centres de tri...) jusqu'à ce que l'automatisation, et les licenciements en masse, aient rentabilisé ces domaines.

Le personnel des PTT va-t-il, lui aussi, attendre d'être au pied du mur avant de réagir à l'implantation des sociétés de sous-traitance et des capitaux privés ? Rien ne s'opposera à ce que le gouvernement fasse la même opération avec l'Assistance publique, l'Équipement... La porte est ouverte à toutes les spéculations.

## Au service du public ?

Les PTT occupent dans l'administration une place de choix grâce aux contacts que les employés peuvent avoir avec les usagers. Ils ont les moyens de mettre en place un service qui soit réellement celui du public. Mais, ici encore, il semble que les idées forces qui auraient pu assurer le succès de la grève n'aient pas émergé.

Une grève bouchon, comme celle des centres de tri, qui, à elle seule,



paralyse pour une bonne part l'économie nationale, ne fait pas de discrimination entre le trust multinational et le petit usager. Les difficultés des personnes âgées pour toucher retraites ou pensions en sont un exemple frappant alors que le courrier d'affaire circulait, tant bien que mal, par les circuits parallèles créés à coup de millions.

Évidemment les postiers auraient pu envisager une remise en cause totale de l'ordre établi en faisant une sélection dans le courrier, en refusant d'acheminer la publicité, les imprimés sans adresse,

les envois en nombre encombrant qui sont l'une des sources d'ambiguïté du service public avec des taux préférentiels défiant toute concurrence, ou en acheminant en priorité le courrier à 60 centimes. Refuser de telles solutions, c'est peut-être faire le jeu du gouvernement qui ne prend pas de gants pour transgresser ses propres lois. L'affectation de personnels auxiliaires sur des emplois permanents est interdit par le statut de la fonction publique : il y a 90 000 auxiliaires sur les 380 000 employés des PTT...

## Neutralité ou solidarité ?

Si le travail d'explication n'a pas été suffisant à l'intérieur de l'entreprise, les efforts accomplis pour populariser la lutte à l'extérieur ont été importants. La dispersion des centres, gênante au niveau de l'information et de la coordination, a d'ailleurs facilité les contacts usagers-postiers.

De même les débuts de coordination des luttes avec les autres entreprises, au niveau local, ont établi une convergence par rapport aux principales revendications. Pourtant les différences existant sur la garantie de l'emploi entre le secteur nationalisé et les entreprises privées, surtout dans la conjoncture actuelle où le chômage devient l'une des conséquences principales de la crise, n'ont pas permis que se développe au maximum une réelle participation de classe aux luttes en cours.

## La lutte continue

La mobilisation des premières semaines ouvrait la porte à un durcissement qui aurait sans doute permis d'obtenir satisfaction sur de nombreux points, de remettre en cause, au moins en partie, le plan d'austérité du gouvernement, et donc d'assumer un éventuel rôle d'entraînement vis-à-vis des luttes futures.

Les organisations syndicales se sont retrouvées, au lendemain du rejet du protocole d'accord le 5 novembre, avec des grévistes plus déterminés qu'elles ne s'y attendaient. En se servant de la situation ainsi créée aux PTT, elles ont préféré étendre le conflit à l'ensemble de la fonction publique pour déboucher le 19 sur une journée nationale d'action. Si les fonctionnaires n'ont pas pu se mobiliser sur des formes d'actions insuffisamment discutées à la base ils n'ont, en tout cas, pas accepté de faire une grève de 24 heures reconductible, sauf dans des secteurs aussi motivés que les Communaux ou la Santé. Quand aux travailleurs du secteur privé, leur mobilisation a été trop faible pour avoir une signification réelle. Le gouvernement Chirac en a tiré les leçons.

Ayant échoué dans la tentative d'extension du conflit, les organisations syndicales avaient encore la possibilité, à ce moment, de privilégier un durcissement dans les secteurs les plus virulents, et donc aux PTT, en envisageant par exemple l'occupation des locaux, une plus grande coordination avec la province, la solidarité active avec la Santé, l'ORTF...

Regrettons que la constitution de comités de grève dans les centres et de comités de popularisation dans les quartiers se soit heurtée au barrage syndical et politique.

De toute façon la lutte continue. Contrôle des cadences, fixation des heures de tri et de départ, application des règlements intérieurs décidés par les travailleurs, refus d'heures supplémentaires, refus du courrier provenant des centres parallèles, voilà des mots d'ordres qui sont mis en application dès aujourd'hui. Ces « autres modes d'action » ne constituent pas une « clause de style » mais bien la réalité à laquelle va se heurter le gouvernement. Lelong est loin d'avoir gagné.

G.D. □

## Non au courrier à deux

Après cinq semaines de grève, les postiers du V arrondissement à Paris ont voté la grève des heures supplémentaires (qui font tourner environ 50 % du trafic).

De plus la section CFDT organise une campagne auprès des usagers et des travailleurs contre le courrier à deux vitesses. Pourquoi les petits usagers seraient-ils les seules victimes d'une augmentation, alors que les gros usagers (grandes sociétés, maison publicitaires) bénéficient toujours de tarifs préférentiels scandaleux ?

Les postiers entendent imposer leur contrôle sur leurs conditions de travail : priorité du courrier des petits usagers, limitation et contrôle des cadences.

Une telle action, pour être efficace, doit être généralisée ra-

## vitesse

LES POSTIERS SE BATTENT

POUR VOUS

FREIN sur les PRIX

USAGERS

TIMBREZ VOS LETTRES A 0,60



c'était le tarif lent les Postiers en feront un tarif normal

ÉDITION 1981 - 100 000 exemplaires - 100 % recyclé - 100 % français - 100 % sans plomb

pidement afin de prolonger la solidarité postiers-usagers-travailleurs.

## Tanneries d'Annonay

# Après la première paie ouvrière

Le silence s'est refermé sur eux. Les tanneurs d'Annonay — après avoir mobilisé, un temps, l'attention de la grande presse : était-ce un nouveau Lip ? — n'ont toujours pas de patron, mais ils viennent de toucher leur première paie ouvrière. Où en sont-ils après neuf mois de lutte ? Nous avons interrogé à ce sujet deux délégués du personnel.

**T.S. :** Voilà neuf mois que dure votre conflit. Pouvez-vous nous en rappeler les aspects essentiels ?

● Nous avons commencé à avoir « la puce à l'oreille » le 25 février 1974, lors du comité central d'entreprise. La direction envisageait le chômage progressif et même la fermeture de l'usine d'Annonay. Elle prévoyait la suppression de la fabrication des peaux de chevreau.

En fait, depuis le mois de février, le patron essayait de nous diviser. Les ouvriers qui travaillaient le veau allaient être mis en chômage technique sans prévi-

sion de reprise ; il s'agissait donc d'un licenciement déguisé. On espérait ainsi que les ouvriers travaillant le chevreau se désolidariseraient d'eux au moment du licenciement.

Mais les travailleurs ont compris la manoeuvre et décidèrent la grève avec occupation. Le 15 mars, une manifestation importante rassemblait 6 000 personnes. Des débrayages de solidarité se produisaient dans les usines de la localité, ainsi qu'au Puy et à Bort les Orgues. Après une négociation, les ouvriers votèrent la reprise du travail.

Mais, le 9 mai, l'entreprise était mise en liquidation judiciaire, qui fut suivie de la démission du syndicat.

Le jour des congés, le 12 juillet, on nous a annoncé lors du C.E. que nous étions licenciés. Au cours de l'assemblée générale qui suivit, l'occupation de l'usine était décidée. Mais nous avons conscience que l'on essaie de nous avoir à l'usure. La presse a fait peu d'écho à toutes les manifestations que nous avons pu organiser. D'autre part, elle publie de grands articles sur l'emploi créant des illusions auprès de la population annonéenne.

**T.S. :** Ou en sont exactement les créations d'emplois nouveaux à Annonay ?

● Nous ne voyons aucun inconvénient à l'implantation d'industries nouvelles. Mais elles ne régleront pas notre problème. De plus, il faut examiner de plus près le sérieux de ces créations.

L'usine de pansements ne représente qu'une reconversion de

l'actuel laboratoire Plantier, repris par un autre patron. Cette usine pourrait peut-être s'agrandir et employer une trentaine de personnes d'ici fin 1975.

Bacou (un industriel qui fabrique des chaussures de sécurité) ne veut employer que des travailleurs de 17 à 35 ans. Or, à la Tannerie, il est difficile de trouver des gars de moins de 40 ans. Lui-même a avoué qu'il n'était pas venu pour les tanneurs mais pour la prime de 12%. Voyant tous les problèmes, il regrettait de n'être pas allé dans une région où les primes étaient encore plus avantageuses.

Notre objectif principal reste l'ouverture de la Tannerie.

**T.S. :** Votre mot d'ordre est-il « pas de licenciement et réouverture de la Tannerie » ou « pas de licenciement sans reclassement » ?

● Nous sommes contre les reclassements. S'il y avait une solution valable avec 300 emplois, il n'y aurait pratiquement aucun reclassement. Bien sûr, nous ne pouvons pas dire qu'il n'y aura pas de reclassements. Mais il faut embaucher d'abord les gars de la Tannerie et ensuite reclasser ceux qui restent. Actuellement, ils font le contraire : ils reclassent des gens ce qui entraîne le départ progressif de certains travailleurs (ex : le départ des ouvriers chimistes qualifiés), et laisse à l'écart de nombreuses femmes et hommes âgés.

**T.S. :** Y-a-t-il eu des négociations ?

● Depuis le mois de mai, nous n'avons pas eu à négocier. Peut-être s'en fait-il dans notre dos

**TS. :** Comment vous organisez-vous ?

● Nous avons opté pour le volontariat.

Lors des AG, nous annonçons telle ou telle action et nous rassemblons les volontaires. Nous avons essayé de faire d'office des piquets de garde mais cette forme d'organisation n'a pas marché. Il est très difficile de trouver des gars qui acceptent de venir tous les jours à la permanence.

Les principales tâches sont les piquets de garde, les ventes de peau, les collectes, le cahier de caisse ; nous avons placé chacune d'elles sous la responsabilité d'un délégué syndical. Contrairement à ce qui s'est passé à Lip, nous n'avons pu garder une certaine activité dans l'usine car il nous aurait été impossible d'écouler les peaux. En revanche, les travailleurs ont perçu leur première paie, c'est-à-dire la différence entre les indemnités de chômage et un salaire de 1 500 F. Ils ont immédiatement effectué une collecte pour les PTT qui a rapporté 800 F.

**T.S. :** Comment envisagez-vous la poursuite de l'action ?

● Nous avons des projets que nous ne pouvons pas dévoiler pour l'instant. Et d'autres que nous n'avons pas pu réaliser en raison des conditions matérielles (la grève PTT). Jusqu'à présent nous avons eu un programme et nous nous y sommes tenus. Il n'y a pas de raison qu'il n'en soit pas de même par la suite.

Comité de soutien : s'adresser à Lionel Desjardin 1, rue du Petit Collège 07 100 - Annonay

# Les grandes manoeuvres de Renault

Profitant de la situation financière catastrophique de Citroën, la Régie Renault a pratiqué un certain chantage sur l'Etat et mis main basse sur Berliet, le principal conducteur de poids lourds de gros tonnage. C'est à peu près dans ces termes que la grande presse signale l'événement. Certes la Régie avait depuis longtemps des visées sur son rival, mais elle n'espérait pas effectuer aussi vite ce genre d'OPA. Le gouvernement accorde un prêt de 450 millions, représentant la quasi totalité du capital Berliet. C'est par l'intermédiaire du FDES (fond de développement économique et social) que s'effectuera cette opération. Ce prêt est établi sur une durée de quinze ans au taux extrêmement bas de 9,75 %.

Cette opération n'est pas sans risque. La Régie devra calculer au plus près : le marché du poids lourd, prospère il y a quelques années et permettant de réaliser de substantiels bénéfices, subit aujourd'hui les conséquences des restrictions de crédit aux entreprises. Mais Renault veut rester le premier constructeur français. Pour cela, la Régie pratique une politique subtile, parfois contradictoire.

Au dernier comité central d'entreprise, tenu le 22 novembre, la direction générale annonçait qu'elle ne pouvait prendre le risque d'avoir

à stocker 10 000 voitures par mois, ou davantage, sur le seul marché français : elle n'avait pas les moyens financiers ni les capacités physiques de stockage correspondants. En conséquence, elle était dans l'obligation de réduire la production dans l'ensemble de ses usines, y compris celles d'assemblage ! Cette réduction de production sera effectuée grâce à deux jours de chômage en décembre, deux autres en janvier, et touchera environ 70 000 ouvriers.

En fait les stocks de voitures sont loin d'être importants. Peut-être

même sont-ils les plus bas que l'on ait enregistré depuis de nombreuses années. Les délais de livraison restent élevés — dix semaines pour la R5. D'autre part la production de 1974 devrait, au moins, égaler celle de 1973 qui a été une excellente année !

La Régie s'efforce également de diversifier à tout prix ses fabrications et d'y intégrer des biens d'équipement. Cette politique, pratiquée sur une grande échelle, devrait lui permettre de réaliser 50% de son chiffre d'affaire d'ici 10 ans. Elle a racheté les usines de construction de Clichy devenant ainsi le premier constructeur français de machines-outils. S'assurant une minorité de blocage grâce à une participation de 34%, elle est entrée en force dans la société MICMO, (troisième constructeur sur le marché français) qui fabrique et vend, sous la marque GITANE et Babystar, des cycles et des cyclomoteurs. Par cette opération, la Régie espère s'implanter sur un marché intérieur

en pleine expansion, mais aussi s'imposer sur ceux de l'Amérique du Nord.

Elle vient, d'autre part, de trouver des débouchés commerciaux importants en Iran. Des pourparlers avec l'Algérie et l'URSS sont en cours. Renault veut — et se donne — les moyens d'une politique expansionniste de première grandeur.

Pour pouvoir jouer sur ces nombreux tableaux, la Régie impose à son personnel des mesures inacceptables, particulièrement impopulaires, mais récupère aussi des entreprises diverses qui s'avèrent rapidement rentables après une reprise en main par ses spécialistes : à l'inverse, Renault a abandonné purement et simplement Titan-Coder jugé peu rentable. Son holding financier, implanté en Suisse, lui permet de grandes manoeuvres.

Tels sont les visages de la Régie.

## Paysans-travailleurs

# nous sommes tous des voleurs.

Le 19 juillet 1974, les paysans-travailleurs de Loire-Atlantique interceptaient un camion frigorifique de viande appartenant à la société GEO et distribuaient son contenu dans les quartiers populaires de Nantes. Cette action symbolisait la lutte contre des entreprises qui exploitent les agriculteurs et s'enrichissent de leur travail. La chute des prix à la production enregistrée depuis un an et la hausse des coûts de production ont provoqué pour les paysans une baisse de leurs revenus de près de 40 % : et cela pour le plus grand profit des trusts agro-alimentaires car les travailleurs dans les villes n'ont pas bénéficié de la baisse...

Cinq paysans-travailleurs (Breheret, Chatelier, Durand, Galon et Potiron) ont été inculpés; le 20 novembre, jour de leur procès, une manifestation de soutien rassemblait plus de 3 000 personnes. Breheret est condamné pour vol à quatre mois de prison avec sursis, ses quatre autres camarades sont condamnés, pour recel, à trois mois avec sursis.

Le 13 novembre 1974, les paysans-travailleurs de la région de Pontivy (Morbihan) interceptaient un camion de beurre appartenant à la Société Negobeureuf. Ce beurre devait être distribué aux travailleurs en lutte de l'entreprise Jacques à Pontivy. Les camarades de la CGT étaient partie prenante de cette action. Le malheur est que cette dernière a eu lieu dans la matinée, et qu'en attendant la débauche de l'entreprise, le beurre a été stocké dans les voitures des délégués CGT. Aussi, à 17 heures, lorsqu'ils ont retrouvé les paysans-travailleurs à la sortie de l'entreprise, les flics étaient là. Ceux-ci ont eu beau jeu de bloquer les voitures et d'arrêter les délégués. Ils ont alors fait aux travailleurs le chantage suivant : « vous nous rendez le beurre, vous payez ce qui a été déjà

une décharge au conducteur du camion pour qu'il n'ait pas d'ennuis avec son patron. Dès le lendemain matin, les flics perquisitionnent dans toute sa maison et l'embarquent.

### Charente Maritime : intimidation et unité

A la suite d'une action des paysans-travailleurs, le 19 novembre, qui avaient saisi et distribué les boîtes de foie gras en provenance d'Argentine ainsi que de la viande de mouton (voir TS n° 635), les flics se sont rendus chez trois militants paysans-travailleurs dès le 20 novembre au petit matin.

Ces trois paysans n'avaient pas été choisis au hasard : l'un est responsable du collectif national, les deux autres sont les animateurs des luttes à propos de Paban, où l'armée s'est emparée de sols cultivables, et à Mortagne-sur-Gironde où un cumular, Richaud, exploite des terres appartenant au domaine public.

Ce n'était qu'un commencement. Mercredi, entre 6 h et demi et 7 h



pris et on libère vos délégués ». Les ouvriers désarmés ont cédé.

### Morbihan : les réserves de la CGT

L'Union départementale CGT a donc dénoncé cette action parce qu'elle était illégale selon la justice. Suite à cette affaire, Guy Beauto, agriculteur à Guelas (Morbihan) est arrêté. Rapidement la solidarité s'organise.

Un autre paysan travailleur, Morvan, est arrêté le 15 novembre 1974. On lui reproche d'avoir participé à une action collective organisée par les paysans-travailleurs sur un camion de produits laitiers. Le motif d'inculpation est le vol et le recel. En effet, Morvan avait signé

du matin, neuf paysans-travailleurs sont arrêtés. Il s'agit pratiquement de tous les responsables du collectif départemental. Six d'entre eux sont inculpés pour vol, entrave à la circulation et usage de la force.

Ces inculpations allongent encore ce qui est en train de devenir une véritable liste noire : 47 inculpations en Loire-Atlantique, 15 dans le Finistère, 3 en Vendée. Le gouvernement veut décapiter à tout prix le mouvement des paysans-travailleurs...

Ceux qui pourraient participer à la solidarité financière avec les paysans-travailleurs sont invités à faire parvenir leurs chèques au PSU, 9 rue Borromée, 75015 Paris, qui transmettra.

19 novembre : grande manifestation unitaire CGT-CFDT-FEN. 28 novembre : la CGT déclare : « En acceptant une discussion séparée, la FEN a porté un coup décisif au mouvement revendicatif ».

court : les grandes centrales n'ont pas pensé à elle. Le 7 octobre, elles récidivent. Malgré les ambiguïtés, ces appels renforcent une certaine dynamique unitaire.

Deuxième acte. Voulant profi-

exclusif :

## Chirac déclare à Lelong : si la FEN n'existait pas, il faudrait l'inventer

Que signifie cette déclaration incendiaire ? Que s'est-il passé ? LA FEN, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Rappelons d'abord que la Fédération de l'éducation nationale, née de la scission de 1948, groupe plus de 500 000 adhérents en une quarantaine de syndicats. Elle est organisée en « tendances ». La tendance UID (Unité, indépendance et démocratie), représentée notamment par J. Marangé ou A. Henry, dirige la FEN et des syndicats comme le SNI (instituteurs), le SNETAA (professeurs de CET) etc. Les militants qui animent ce courant sont très proches des divers courants du PS.

La tendance UA (Unité et Action), non représentée à la direction de la FEN, dirige des syndicats comme le SNES ou le SNE Sup. Les militants sont proches du PC ou, pour quelques-uns, du PS (courant Démocratie et Université). Trois autres courants minoritaires existent mais n'ont pas d'importance au niveau des directions ou des orientations syndicales.

### un ballet en plusieurs actes

Par son organisation et sa composition, la FEN est très sensible à l'environnement politique (relations PC-PS). Elle est aussi très fière de son rôle syndical, ayant longtemps servi de trait d'union entre les frères ennemis de la CGT et de FO.

Depuis quelques années, la CFDT est venue perturber ce ballet. En pratiquant l'unité d'action avec la CGT, elle modifie les règles du jeu.

Premier acte. Le 26 juin 1974, un accord est signé entre la CGT et la CFDT : la FEN est prise de

ter des bonnes relations PC-PS après les présidentielles et s'insérer dans le front syndical commun, les tendances UA et UID esquissent un rapprochement interne à la FEN. Pour la première fois depuis longtemps, la FEN « couvre » et appuie des manifestations communes de ses différents syndicats : c'est la semaine d'action du 10 au 18 octobre (marquée notamment par les grèves tournantes du SNI et du SNES). La politique « unitaire » semble porter ses fruits. Las, l'action des PTT va enclencher un autre processus !

Troisième acte. Le 18 octobre, la grève part des centres de tri et sert de détonateur. Les actions sur les effectifs et l'emploi dans l'Education nationale, menées à l'initiative du SGEN et souvent de sections SNES ou CGT, mobilisent l'opinion.

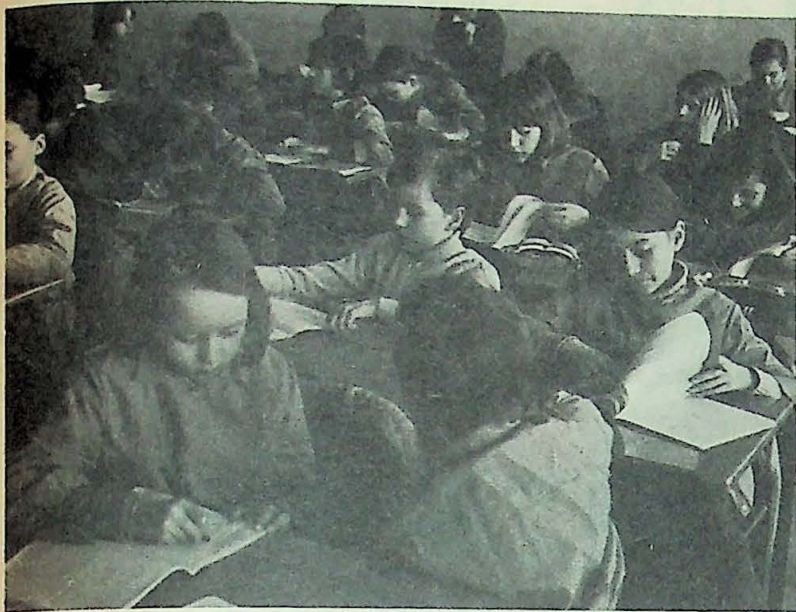
Les personnels de l'Education découvrent que les revendications avancées par les postiers rejoignent les leurs. On assiste alors à une certaine convergence : le 25 octobre, la journée d'action sur l'emploi est organisée par la CGT, la CFDT et la FEN. Le 31 octobre, ces trois organisations « saluent la multiplication et l'extension des luttes des travailleurs ». Mais, déjà, le torchon brûle en coulisse ! Déjà, la FEN cherche comment ne pas aller trop loin !

Pour la semaine du 10 au 18 octobre, la FEN avait donné comme consigne de ne pas associer à l'action la CGT et la CFDT ! Lors d'une rencontre FEN-CFDT, le bureau fédéral confirme son refus catégorique de tout contact avec les profs CET de la CGT et le SGEN-CFDT estimant que la FEN, ayant réalisé « l'unité organique » en son sein, n'a pas besoin de pratiquer l'unité d'action. En même temps, le SNES et la FEN multiplient les mises en garde contre les actions sur les effec-

tifs ou pour le réemploi des auxiliaires !

**Quatrième acte :** la valse hésitation. Dès le 31 octobre, le gouvernement lâche un peu de lest (annonce de négociations sur l'auxiliariat dans la fonction pu-

**la lourde responsabilité d'entrer dans le jeu de la manœuvre gouvernementale, d'accepter les propositions de régularisation pour 1974 qui consacrent une aggravation du déclassement des fonctionnaires, un recul de leur**



blique, annonce de la « création » des 4 000 postes d'instituteurs, etc.). Le 5 novembre, la FEN participe à la manifestation de la Bastille. Mais son représentant, Henry, ne dit pas un mot sur le développement de l'action et laisse entendre que la FEN ne s'associe pas à des mots d'ordre de grève !

### qu'est-ce qui ne fait pas courir la FEN ?

Le 7 novembre, seules les fédérations de fonctionnaires CGT et CFDT appellent à des arrêts de travail reconductibles à partir du 13 novembre.

Le 12 novembre, les confédérations appellent à la journée d'action inter-professionnelle pour le 19... la FEN ne s'y rallie que le 15, après l'intervention policière dans les centres de tri.

**Dernier acte.** Alors que de nouveau les fonctionnaires CGT et CFDT organisent une journée d'action le 26 novembre, la FEN, elle, retrouve ses compères de FO ou de la CFTC pour discuter avec le pouvoir dans le cadre des accords contractuels de juillet 1974.

Cette attitude lui vaut la sèche réplique de la CGT : « C'est, concrètement, le contrat dans la fonction publique signé en juillet dernier qui a été mis en cause (parmi les objectifs de la grève des PTT) ; c'est aussi sur ce terrain essentiellement que le gouvernement a choisi de résister avec la plus grande intransigeance... Nous avons donc demandé à la FEN de ne pas se prêter à une discussion séparée et d'exiger avec nous une véritable négociation. Or, non seulement la FEN n'a pas répondu positivement à notre proposition mais, alors que la pression unitaire aurait pu contraindre le gouvernement à des concessions, la FEN, avec les autres organisations signataires, a pris

**pouvoir d'achat et sacrifie les intérêts des catégories les plus défavorisées. Une telle position des dirigeants de la FEN, qui vont jusqu'à se féliciter des décisions gouvernementales, ne peut qu'entraîner la réprobation de tous les fonctionnaires ».**

Côté CFDT les réactions sont tout aussi vives : la confédération ne digère pas l'attitude impérialiste de la FEN dans l'éducation, son refus systématique de l'unité d'action et... sa pratique corporatiste.

Brouille passagère ou prélude à un divorce plus profond ?

**La FEN n'est à l'aise ni avec la CGT ni avec la CFDT.** Côté CGT, un vieux contentieux politique date de la scission et de l'existence, au sein même de la FEN, d'une tendance longtemps qualifiée de cégétiste : le SNES aujourd'hui apparaît bien plus proche des perspectives proposées par la CGT que de celles de la FEN. L'existence, dans quelques secteurs, de syndicats CGT concurrents n'arrange pas les choses.

Côté CFDT, une vieille méfiance anticléricale traîne encore (malgré l'adhésion de la confédération au CNAL). L'attitude « irresponsable » de certains syndicats CFDT indispose les responsables de la FEN. Et surtout les initiatives d'un SGEN qui, pour être minoritaire, ne s'agit pas moins dans l'ensemble de l'Education nationale irrite profondément la vieille dame de la rue de Solferino.

### une vieille dame indigne ?

Mais il ne s'agit là que des réflexes d'un appareil furieux de voir sa « représentativité » concurrencée ou contestée. Plus graves sont pour la FEN, les actions de syndicats affiliés à la

**CGT ou à la CFDT.** Dès la rentrée, SGEN et SNETP-CGT se permettaient de poser de manière offensive le problème de l'emploi des auxiliaires dans les CET... tandis que la FEN s'agitait dans les couloirs ministériels. Puis le SGEN réussit, avec les opérations de dédoublement de classes, à poser le problème des effectifs devant l'opinion publique. Haby menace puis recule... Les initiatives partent de la base, indiquant une volonté de contrôle des conditions de travail. Marangé, soi-même, intervient alors... pour condamner ces « déviations » (1). Quoi, des enseignants qui se mettent à vouloir décider et contrôler leurs formes d'actions ? Crime de lèse-majesté FEN !

Mais le plus important réside sans doute dans l'orientation syndicale de la FEN, caractérisée par la recherche d'accords contractuels avec le pouvoir (2). Liée par ses « signatures », la FEN ne peut alors participer aux actions interprofessionnelles. Elle se limite donc à de grandes déclarations d'intention et à des

négociations. En révélant publiquement ses griefs contre la FEN, le bureau confédéral CGT pose deux questions fondamentales :

— **Quel est le sens aujourd'hui d'un syndicalisme enseignant séparé des fédérations de fonctionnaires confédérées ?** N'est-il pas amené nécessairement à n'avoir qu'une politique corporatiste et à servir de base de manœuvre pour le pouvoir ?

— **Comment développer, dans l'Education nationale, l'unité d'action indispensable de tous les personnels, pour quels objectifs, sous quelle forme ?**

Les réactions des syndiqués de la FEN, et notamment de ceux qui animent le SNES et « Unité et Action » seront intéressantes. Celles de la direction de la FEN aussi.

Jean Cevennes ■

(1) Interviews à la télévision et au *Quotidien de Paris*

(2) L'entrée de Marangé dans le « bain-trust » de Ventejol, président FO du Conseil économique et social, illustre bien ces penchants...

## Les dédoublements de classe : ça continue

Partout des établissements scolaires, CET, CES ou lycées, continuent des actions de dédoublement des classes surchargées pour la réduction des effectifs et pour le réemploi des auxiliaires au chômage.

Ainsi au CES d'Igny (Essonne), une action de limitation des classes de 6ème et 5ème à 25 élèves est en cours depuis le 25 novembre. Elle vise, après de nombreuses démarches (manifestation, pétition, délégation...), à obtenir la création de six classes supplémentaires. Elle est organisée par les sections FEN et SGEN du CES avec le soutien des deux fédérations de parents et des trois municipalités concernées. Au CES d'Aubervilliers, une action de même type est en cours permettant, entre autre, de poser la question de la scolarisation des enfants de travailleurs immigrés.

Le 28 novembre, les enseignants (SGEN, SNES, non syndiqués) d'établissements concernés par ces actions (Montrouge, Thiais, Nanterre, Aubervilliers, Igny...) se sont rencontrés. Ils estiment que, même limitée dans le temps, même partielle dans un établissement, une telle action est actuellement le meilleur moyen dont disposent enseignants et parents pour alerter l'opinion sur la dégradation des conditions de travail et d'emploi dans l'enseignement.

Ils précisent que les charges supplémentaires qu'assument les enseignants pendant cette action sont une forme de lutte syndicale qu'ils peuvent à tout moment suspendre ou modifier, et non le premier pas vers l'acceptation d'un service d'ensei-

gnement plus lourd. Ils constatent que, là où une telle initiative a lieu, elle développe chez les enseignants un sens collectif de leurs responsabilités par rapport au contrôle de leur instrument de travail. Elle contribue également à faire sortir beaucoup d'usagers de leur résignation devant les conditions déplorables du travail scolaire.

Le ministre a eu, pour seule réaction, de maintenir ses menaces arbitraires sur les traitements des enseignants dans l'action. A ce sujet, les établissements en lutte appellent les enseignants à manifester leur solidarité active par tous les moyens : soutien financier (1), envoi de motions, etc. Cependant, la meilleure solidarité consiste à démarquer des actions analogues. De plus ils demandent au maximum d'établissements de voter la décision d'une grève pour le jour où le ministre mettrait ses menaces à exécution.

Les établissements qui envisagent une action dès maintenant ou pour le second trimestre peuvent prendre contact avec les intersyndicales ou les sections de ces établissements en lutte.

(1) Solidarité CCP F. Dupaigne, Paris 6 420 44

P.S. : M. Haby mijote depuis le mois de juillet une réforme de l'enseignement. En avant-goût, il vient de pondre un long pensum à l'usage des lycéens. Un prochain numéro de *TS* fera le point sur ces diverses questions concernant l'éducation.

avortement

# Loi « de gauche » et morale bourgeoise

Le projet de loi pour la liberté de l'avortement est voté par l'Assemblée nationale, malgré les interventions ignobles, les pressions de la droite réactionnaire et l'ingérence incongrue de l'Eglise catholique. Restent encore l'avis du Sénat et la publication des décrets d'application (la loi Neuwirth, votée en 1967, sera applicable fin 1974 !...)

Liberté certes, par rapport à la loi de 1920, puisque les femmes ont, en dernier ressort, le droit de décider elles-mêmes. Mais combien de pressions, de dissuasions, devront-elles subir avant de se déterminer ?

Pourquoi une partie des frais relatifs à l'avortement sera-t-elle remboursée (test de grossesse, consultation, etc...), quand l'acte médical proprement dit, pourtant codifié, n'est pas remboursé par la Sécurité sociale ? Tout ceci en fait une loi contre laquelle il faudra se battre pour obtenir « l'égalité de toutes les femmes devant la loi ».

Selon les articles votés par l'Assemblée, du matériel d'information doit être remis aux médecins, à charge pour eux de le transmettre à leurs clientes lors de la première visite. Les femmes doivent aller dans des centres d'action sanitaire et sociale, de protection maternelle et infantile (PMI), mais ces centres sont actuellement en nombre insuffisant et la documentation est inexistante.

## un aréopage de refoulés sexuels...

« Le cas de conscience », posé comme préalable pour le seul médecin, est élargi maintenant aux infirmières, aux auxiliaires médicales, aux

sage-femmes pourtant directement chargées des problèmes de maternité dans les milieux ruraux, (ceci en dit long sur les difficultés que rencontreront les femmes des campagnes). Il est même étendu aux directeurs ou conseils d'administration des établissements privés qui ne sont que des gestionnaires !



Les femmes continueront le combat. Il faut lutter, avec la plus grande énergie, pour ne pas laisser récupérer, par les représentants de l'ordre et de la morale bourgeoise, le petit acquis de la loi gouvernementale et obtenir son application qui

peut se trouver bloquée, comme le fut la loi Neuwirth pendant sept ans.

Combat aussi, contre tous ceux qui ont tenu des propos scandaleux, dans et hors de l'hémicycle, sur les femmes qui ont subi ou subiront l'avortement.

Nous en avons assez de cet aréopage de refoulés sexuels qui, parlant au nom de leur morale, se permettent de régir le ventre des femmes. Pour parler du ventre des femmes, il faut avant tout aimer qu'elles aiment faire l'amour, admettre qu'elles aient droit au plaisir comme cela est généralement réservé à l'homme. C'est elle, après, qui subit les conséquences de l'égoïsme et de l'irresponsabilité masculine. Ont-ils beau jeu, ainsi, de parler du rôle de la mère, du « cher trésor à naître », de philosopher sur le fœtus et bien souvent de la laisser se débrouiller seule.

## non à l'usine à mômes

De même, les femmes refusent de prendre en considération les thèses démographiques et nationalistes de ces messieurs qui espèrent revenir sur la nouvelle loi dans cinq ans. Nous ne sommes pas des usines à fabriquer des enfants pour les besoins de la patrie.

Nous ne sommes pas, non plus, des machines à fabriquer un enfant pendant 9 mois dans le but de l'abandonner pour une éventuelle adoption. De telles incitations sont monstrueuses.

Nous sommes conscientes des difficultés qui restent à surmonter pour rendre efficace la contraception ; il paraît urgent d'orienter prioritairement notre lutte dans le sens de la plus large diffusion des moyens contraceptifs. Nous savons que c'est le seul moyen de régulation des naissances ; aucune femme n'avorte par plaisir, mais aucune n'a besoin qu'on lui fasse la morale quand, pendant si longtemps, rien n'a été fait pour l'information qui aurait pu éviter tant d'avortements et trop de morts.

La contraception est le début de la libération de la femme. C'est pour elle le moyen de refuser le rôle reproductif que la morale bourgeoise lui confère en subordonnant à la maternité l'épanouissement de sa vie sexuelle.

Commission Nationale Femmes ■

## Il faut supprimer l'ordre des médecins

Au cours des débats de l'Assemblée nationale le public a vu apparaître au grand jour un organisme dont il ne soupçonne généralement pas le pouvoir : l'Ordre national des médecins.

« Fondée en 1940 dans l'esprit du temps »... comme disait Mme Veil, cette institution a prolongé depuis 34 ans ce même esprit. Carrefour de toutes les régressions, de tous les conservatismes, résolument hostile à la Sécurité sociale, au conventionnement des médecins, à la médecine de dispensaire, à la contraception, et bien sûr, à la liberté de choix des femmes en matière d'avortement, il poursuit sans se lasser son seul programme : des médecins riches pour les riches.

### Des médecins riches

La plupart des membres du Conseil de l'Ordre font partie de ces « grandes dynasties » médicales et bourgeoises où l'on est grand patron de père en fils ou d'oncle en neveu. Intellectuel de la famille, le jeune étudiant en médecine jouera ici de l'appui financier, et social, de tel

cousin propriétaire d'usine, de tel oncle conseiller général, de tel grand frère évêque.

Cette organisation est confortée par le pouvoir féodal des « grands patrons » hospitaliers qui, il y a peu, décidaient souverainement du recrutement des internes, et dont les manœuvres politico-financières font de l'accession au grade d'agrégué un véritable parcours du courtisan n'ayant qu'un lointain rapport avec les progrès des sciences et des thérapeutiques.

Le retard dans de nombreux secteurs de la médecine hospitalière française vient en grande partie de leur action. Ainsi, année après année, imperturbables et tout-puissants, les patrons maintiennent bloqués avec la complicité de l'Assistance publique des lits d'hôpitaux (aux frais de la Sécurité sociale) pour des maladies « chroniques » et non pour les « cas aigus ». Au détriment de tous. Leur majesté est à ce prix.

Leur majesté, certes, mais aussi leurs tarifs. Entendons-nous bien, ce n'est point qu'on répugne à soigner le menu peuple (le code de déontologie les y contraint). Mais, que dian-

tre, il leur faut des pauvres (1) pour avoir des cas intéressants. Mais le vrai client, intéressant, celui à qui on peut prendre 800 ou 1 000 F (nouveaux, qu'alliez-vous croire), c'est celui qui est du même monde que vous, avec qui vous chassez en Sologne, yachtez aux Caraïbes, échangez femmes et maîtresses.

### Du temps du maréchal

Or la « canaille » relève la tête depuis le fatal front populaire et cet épouvantable gouvernement de la « Libération » ; les assurances, puis la Sécurité sociale, ont ruiné une bonne part de l'ascendant politico-social sur les malades. Une tarification de l'acte est introduite, puis le conventionnement des médecins, réforme que la majorité d'entre eux acceptent contre l'avis du Conseil de l'Ordre. Que faire dans ce monde hostile et ingrat ? S'accrocher à la morale. Refuser de bouger, se draper dans sa toge professorale, c'est ce à quoi, depuis 30 ans, se livre cette clique.

Mais à nouveaux malades, nou-

veaux médecins : fils de mandarins en révolte contre l'injustice du système, médecins pauvres exploités par leur ancien patron (2), médecins sociaux, médecins des quartiers populaires, médecins conventionnés, médecins hospitaliers sans statut et misérablement payés, ne se retrouvent plus dans cet Ordre, ne votent plus à ses élections, ne tiennent aucun compte de ses déclarations. Bref vivent complètement en marge de l'organisme qui prétend les régenter « sur le plan professionnel et moral ».

Le vote de la loi, encore imparfaite, sur l'avortement lui a mis un pied dans la tombe.

Il faut terminer le travail.

Il faut supprimer l'Ordre des médecins.

Jacques Thibault ■

(1) En toutes lettres dans le serment d'Hippocrate

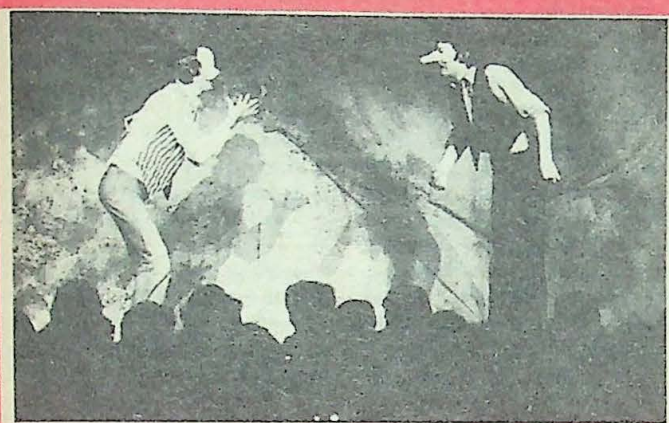
(2) Ainsi un grand patron de la côte méditerranéenne touche un pourcentage sur tout acte relevant de sa spécialité !

## Théâtre

# Contre une morale des nantis

Quand se termine le spectacle de « l'Aquarium », Tu ne voleras point, les musiciens continuent à jouer. Le public, assis par petites tables, et qui n'a manifesté son contentement que par des rires et des battements de mains, se lève et commence à danser. Comme on disait au beau temps du Magic Circus, celui où Tarzan découvrait dans sa jungle natale le ridicule du colonialisme au col raide, c'est la fête.

Mais que cette fête s'organise spontanément semble prouver que le spectacle a moins de vertus proprement réflexives — ce qui caractérisait les manifestations précédentes de « l'Aquarium » — que de pouvoir de libération. D'ailleurs, alors que les représentations habituelles ont leur règle de fonctionnement, on insiste surtout ici sur le « tout-est-permis » du théâtre. L'affiche de présentation,



qui n'est pas distribuée, mais mise à la disposition des spectateurs, ainsi que des affichettes, — chacun se sert comme il l'entend — ouvre le champ des possibles : on peut arriver à l'heure (20 h 30), en avance ou en retard, venir à pied, en bus, boire, fumer, manger, ou ne boire ni manger, discuter avec ses voisins. Ce qui compte pour Jacques Nichet, qui veille sur les destinées de « l'Aquarium », « c'est la fusion des consciences, c'est faire sentir à des gens qui sont souvent isolés dans les villes qu'il peut y avoir communauté. C'est en cela que le théâtre peut avoir une valeur politique ».

Or, le public a d'autant mieux le sentiment d'être ensemble, de réagir ensemble, qu'il occupe tout l'espace théâtral. La forme choisie est celle du cabaret politique sans clinquant, où la camaraderie s'établit vite. Sous une toile de tente, étoilée de lampes à abat-jour dont l'intensité passe de la grande lumière, quand acteurs et musiciens jouent ou chantent au milieu des tables, à une pénombre qui permet aux projecteurs de mettre sur tel chant isolé un point d'intensité. « l'Aquarium » propose un assemblage de petites formes théâtrales qui ont été imaginées et travaillées séparément par des groupes de comédiens. Rapidement, s'enchaînent scènes de clowns, de commedia dell'arte, chansons anciennes et créations ou questions directes au public : dans le métro, si vous trouvez un billet encore valable, faites-vous tout votre possible pour le rendre à son propriétaire ?

Le thème choisi est le vol. Prise à partie du septième commandement. La « morale gendarme », morale « trop inculquée pour être honnête, « protège mieux que des bataillons le bien des nantis contre ceux qui les ont nantis ». Dame Justice est indulgente aux grands voleurs — évocation de Lacenaire, de Jo, ancien blouson noir devenu ministre, ou des frères Willot dont le cas est étudié comiquement dans divers séminaires de criminologie — mais elle poursuit avec acharnement les petits délinquants et tous ceux qui sont en révolte contre la société telle qu'elle est. Sur la chanson des fileuses de soie (XII<sup>e</sup> siècle) — « **Toujours seront pauvres et nues...** » — s'articule celle de Carlos suicidé dans sa prison modèle, ou les scènes du clown qui avait volé des bouteilles vides.

Ainsi le spectacle — libération par le rire — fonctionne-t-il aussi comme une mise en garde.

Dominique Nores □

Cartoucherie de Vincennes  
Route de la Pyramide, Tél. : 808.99.61  
Relâche dimanche et lundi

« Mai 68 » est un film de montage qu'on aurait tort de classer trop facilement dans le genre documentaire passéiste. Toute la force de l'œuvre vient du choix des images retenues. Pour permettre le recul, les témoignages recueillis en 1973, s'intercalent entre les documents (et en « voix off »), deviennent peu à peu commentaires des événements filmés. Le procédé ajoute encore à l'impact, déjà impressionnant, des séquences sonorisées par Philippe Arthuys.

En dehors de Christian Fouchet, qui déclare de sang froid qu'il aurait fait tirer sur la foule si la révolte s'était transformée en révolution, les autres membres du gouvernement gaulliste de l'époque se sont « défilés ». Restent les autres protagonistes de l'événement, et notamment G. Séguin. Le secrétaire général de la CGT reconnaît que le combat « étudiant » a servi d'étincelle. « Encore fallait-il qu'il y ait la poudre. Et cette poudre, c'était le

que d'objectifs politiques qu'auraient pu lui proposer ses représentants officiels. Car le déferlement de la vague n'a pas seulement déboussolé le gouvernement. La gauche officielle se tait (comme en 1974). La FGDS a volé en éclats. Comme le dira Sauvageot : « Ils ne pouvaient pas... Ils ne voulaient pas ».

## Tout est encore possible

Du côté de l'opposition, aucune initiative politique sérieuse. Du côté des manifestants en liesse, l'impression que tout est acquis. Mais on laisse au pouvoir le temps de se ressaisir. La jonction de la révolte étudiante et des luttes ouvrières ne se fait pas. A Renault, Gudie Laewetz montre les étudiants essayer vainement de communiquer avec les ouvriers enfermés dans l'usine, sous la stricte garde du service d'ordre de la CGT. On ne se com-

## CINEMA

# Mai 68 de Gudie LAEWETZ L'étincelle et la poudre

monde ouvrier ». Comme si elle le prenait au mot, Gudie Laewetz a façonné un cocktail explosif très bien dosé — 2 heures et demi sur les 3 heures du film sont consacrées à l'explosion de Mai dans les usines et les entreprises. Du reste, tout au long du film, d'admirables documents nous plongent réellement dans le monde du travail.

Cela ne veut pas dire que la révolte étudiante, si importante dans le déclenchement de la lutte, ait été sacrifiée. Au contraire, la réalisatrice s'est attachée à montrer combien les luttes menées par le Viêt-nam avaient radicalisé le mouvement. Viennent alors les témoignages de Cohn-Bendit, Geismar, Krivine et Sauvageot. Au commencement, il y eut la répression policière et les barricades furent le symbole réel de la résistance aux exactions des flics. En quelques jours, les condamnés étaient amnistiés et la Sorbonne réouverte. L'action avait payé. L'expérience ne devait pas être perdue.

## Les masses, sujet de l'histoire

Le feu court sur la trainée de poudre. La grève se répand. 10 millions de grévistes. La France paralysée. Le plus extraordinaire déploiement dans l'histoire du mouvement ouvrier français ! Et Séguin d'admettre : « Certes cela nous a amené à constater que les choses allaient plus vite que le cours normal que nous avions envisagé ». Quant à Maire, il exprime la revendication autogestionnaire, inconsciemment formulée alors par les masses.

Ce qui frappe dans le film « Mai 68 », c'est le décalage patent entre l'impétuosité du mouvement des masses et le man-

prend pas. Ce n'est pas seulement la faute du bruit. Et Georges Séguin, cohérent dans ses options, de déclarer : « **Les revendications étaient essentiellement économiques, le pouvoir n'était pas à prendre** ». Remarquable, du reste, la séquence de la manifestation de la gare de Lyon : le silence se fait sur la foule innombrable des manifestants. Par les transistors, on entend De Gaulle proposer un référendum. Un manifestant sort alors son mouchoir, imité par des milliers et des milliers de camarades, « **Adieu De Gaulle** ». Ce n'était qu'un au revoir. Car la division de la gauche est consacrée. Charléty n'y pourra rien. La réaction avait... réagi et c'est la manifestation fasciste des Champs-Élysées aux cris de « Vive Pétain » et « La France aux Français ».

Pourtant, dans « Mai 68 », on voit que les ouvriers n'ont pas repris le travail en vaincus. Sans illusions sur les avantages arrachés à Grenelle « **qui seraient bouffés par l'inflation** » dit un cheminot — mais arrachés quand même au pouvoir sur la pression de la classe ouvrière — ils n'acceptent pas les résultats de la première négociation. Lors du meeting à Renault, ils se permettent de renvoyer leurs mandats pour en obtenir plus. Et à la reprise du travail, déterminés à continuer la lutte, tels des Hébreux à Jéricho, ils tournent autour des murs de l'usine, tout vibrants des clameurs du combat social.

« Mai 68 », c'est une sorte d'« Octobre » d'Eisenstein qu'on aurait tourné à propos de Février 1905. Ou plus simplement, comme le dit un syndicaliste à une travailleuse de chez Wonder, réticente jusqu'aux larmes à la reprise du travail, « de toute façon, une étape dans le combat ». Mieux, une répétition générale.

Alain Tlemcen

## Les Sprinboks à Paris : Merci, Ponia !

Ne vous étonnez pas si vous n'apercevez que du blanc dans ce cadre, primitivement réservé à une photo. Notre ami et collaborateur Christian Weiss, photographe, qui suivait la manifestation du Parc des Princes, a eu, en effet, une petite mésaventure, qu'il nous raconte lui-même : « 14 h 45. Alors que je porte un brassard de presse et un appareil photo en bandoulière, je remarque le manège d'un car de police Peugeot gris, immatriculé 57972DE. A 50 mètres de là, un groupe distribue des tracts. Je me rapproche, lorsque je suis

appréhendé violemment par deux agents qui me tirent, par les bras et les cheveux, dans le car. La porte se referme malgré mes protestations, et là quatre ou cinq policiers me frappent avec les mains et avec les pieds en prenant soin de frapper du plat. Mon appareil photo m'est arraché ainsi que mon brassard. Toutes mes poches sont fouillées, mes notes confisquées et mes pellicules écrasées. On me questionne en me giflant violemment à chaque question. Pendant 10 minutes coups et insultes pleuvent. Une plainte a été déposée. □

« Le combat s'est terminé par de violents incidents : la police a dû protéger l'arbitre ». Beau titre et baume sur le cœur à la « une » du « Journal du Dimanche pour un militant de gauche qui n'aurait pas répondu à l'appel pour manifester aux abords du Parc des Princes, à l'occasion de la rencontre nationale de rugby Sprinboks-Quinze de France (le cas général), ou qui serait resté bloqué à distance respectable du stade (les quelques autres). Alors dedans, ils leur ont montré : mince, il ne faut pas désespérer des Français !

Mais, au second regard, cette mise en page ambiguë livre son secret : les incidents, l'arbitre molesté, c'était pour le combat de boxe Valdès-Tonna. Au Parc, au contraire, un match « magnifique ». Pensez : le coq gaulois, « touché dans son amour-propre », s'est « rebellé », « métamorphosé » même au fil d'une bataille « extraordinaire ». Cet échec « est de ceux dont les Français n'ont pas à rougir, poursuit le supplément dominical de France-Soir ; il laissera « le souvenir d'un mémorable combat d'hommes, et de quinze gaillards fouettés par l'orgueil et superbes ». Seule « ombre », pour le Journal du Dimanche : une tribune presque vide (34 000 spectateurs pour une capacité de 80 000), et à l'extérieur « quelques tentatives de jeunes gens casqués lâchant des tracts et immédiatement poursuivis par la force publique, bâton noir en main ».

## Giscard « incognito » ?

Force a donc été aux sbires de Poniowski pour cette fin de tournée des ambassadeurs de l'apartheid qui s'envoleront chez eux après avoir joué un dernier match à Orléans : c'est décidé, l'Italie ne veut pas les voir. Mais à quel prix ! Grâce à l'appel de quelques organisations anti-impérialistes (auquel s'était joint le PSU), ce rendez-vous du Parc a constitué la plus grande mobilisation sportivo-policière de l'année. Autour du stade, plusieurs escadrons de gendarmes mobiles et d'agents des compagnies de district, de nombreux inspecteurs en tenue de « supporters », et toutes les rues barrées ; à l'intérieur, autant de civils, et des CRS pour ceinturer l'aire de jeu ; enfin dans les combles du stade, sous les grandes voûtes de béton que les clameurs faisaient trembler, le gratin des têtes pensantes de la Préfecture, une pléiade de hauts fonctionnaires, de commissaires divisionnaires, et d'officiers généraux de police, aux voitures noires bardées d'antennes et de macarons. On aurait cru que Giscard était là, « incognito » pour continuer dans le changement ; il y avait en tout cas plusieurs ministres et de très nombreux parlementaires de la majorité.

Mais point de Giscard en fait : il s'agissait tout simplement d'empêcher que cette grande messe à la gloire de la balle ovale ne dégénère en remise en question de la politique

## XIe Congrès du P.C. roumain Un parti-Etat

Le XIème congrès du PC roumain a précisé et accentué les tendances qui n'étaient qu'esquissées au congrès précédent, tenu en 1969. C'est l'aspect institutionnel de la politique roumaine qui nous intéresse en premier lieu, car il présente un type original dans un pays à direction communiste.

La volonté d'affirmer sa spécificité se fait jour sur tous les plans. La direction du PC roumain a accordé délibérément la priorité à la désatellisation du pays sur sa libéralisation. Elle a répudié la tutelle soviétique, refusé de rompre avec la Chine, développé les échanges avec les pays capitalistes.

Lors de la crise tchécoslovaque, les dirigeants roumains ont protesté contre l'intervention des troupes soviétiques, ont même créé, au moment de la plus grande tension, des milices populaires pour manifester leur résolution de défendre par tous les

moyens l'indépendance de leur pays. Bucarest a su finalement trouver un **modus vivendi** avec



Moscou. Sans rompre avec l'URSS et tout en participant au pacte de Varsovie et au Comecon, la Roumanie s'est tournée vers son passé ; elle a mis l'accent sur la continuité et la particularité de sa culture nationale. Cette insistance a été et reste telle que nom-

bre d'observateurs ont pu parler, à ce propos, du national-communisme roumain.

Cet attachement à l'indépendance en politique extérieure, se double d'une volonté de préserver la souveraineté intérieure, notamment dans le domaine des institutions. Ceausescu a su s'imposer et devenir le maître incontesté du pays, en devenant le défenseur le plus résolu des valeurs nationales. Il cumule désormais toutes les fonctions dirigeantes du Parti et de l'Etat. Il est élu par le congrès et non plus par le comité central et de ce fait à tel point inamovible qu'on a pu envisager de le nommer secrétaire général du Parti à vie. Il a imposé la rotation périodique des cadres du régime, notamment au sommet. Les fréquentes mutations des responsables entre les appareils du Parti et de l'Etat les empêchent de prendre racine et de former des fiefs où ils se sentiraient inexpugnables. Tous les appareils du pays, du Parti, de l'armée, de la police, de l'administration, dépendent de sa décision.

Ayant concentré entre ses mains la totalité du pouvoir, Ceausescu cherche à généraliser à tous les niveaux et dans tous les domaines l'intégration progressive des organes du Parti et de l'Etat. La première étape de ce processus a été l'unification dans la même personne de ces différentes fonctions, le secrétaire du Parti dans la localité, district ou

région, devenant le chef des institutions étatiques.

Au lieu de dominer l'Etat, comme c'est le cas en URSS et dans les pays qui ont imité ce modèle, la Roumanie s'achemine vers l'intégration de l'Etat dans le Parti, vers la création d'un **PARTI-ETAT**. Là consiste la novation institutionnelle qu'on est en train d'y réaliser.

Sans parler du modèle chinois qui mérite une étude spéciale, deux pays s'écartent, chacun dans un autre sens, du prototype soviétique ; ce sont la Yougoslavie et la Roumanie. En URSS, le Parti domine l'Etat à tel point que les différentes institutions sont réduites au rôle d'exécutants privés de toute initiative des consignes du Parti. Il est impossible d'occuper un poste de responsabilité dans un appareil étatique ou para-étatique sans être membre du Parti et sans être désigné pour ce poste. Une seule fois on s'est écarté de ce schéma : après l'instauration du monopartisme et du monolithisme, la police politique a échappé pour un temps au contrôle du Parti, ce qui a permis à Staline d'épurer et de liquider les cadres du vieux parti bolchévique. Après la mort du chef et l'exécution de Bériia, la police a été à nouveau soumise aux ordres du Parti.

Ce schéma, avec diverses variantes, a été repris par les républiques populaires d'Europe orientale. La Yougoslavie a été la première à s'en écarter, après la

française de bon voisinage (et de juteux échanges) avec l'Afrique du Sud et ne rompt le principe fort en honneur en France et dans les pays conservateurs suivant lequel il doit subsister une cloison bien étanche entre le sport (réputé fraternel, humaniste et unanime) et la politique (jugée simplement humaine, sale, diviseuse). Même, et surtout si l'enjeu est aussi manifestement politique que dans le cas de la tournée des Springboks en France.

### Combien de milliards ?

Il faut regarder en effet du côté de Johannesburg : on se frotte les mains chez Vorster après le récit que les dix-huit envoyés spéciaux des journaux sud-africains ont fait de ces six semaines « françaises ». Une tournée pratiquement sans problème dans la « patrie des Droits de l'homme » alors que les équipes sud-africaines sont interdites de séjour en Nouvelle-Zélande, en Irlande ou au Japon ; que chaque visite des Springboks en Grande-Bretagne, mère patrie du rugby, pose des problèmes de plus en plus difficiles à surmonter... Ce n'est pas une mince victoire pour un pays qui est au banc d'infamie de l'univers, qui vient de se faire expulser des Nations unies pour la session en cours, et pour qui — dans les circonstances actuelles — le simple fait d'obtenir qu'on veuille bien, « quelque part », reconnaître ses ressortissants et les traiter comme n'importe qui, est déjà un succès qui se fait rare. (1)

Ponia a fait encore un peu mieux : non content de mobiliser le ban et l'arrière-ban ministériel et parlementaire, il n'a pas reculé devant la perspective de boucler un quartier, de faire occuper le « Parc » par ses polices, de filtrer l'ensemble du public, et même d'interdire à la Fédération de rugby de vendre des billets pour des places du virage d'Auteuil (les moins chères) quelques jours avant le match de crainte que des « gauchistes » ne poussent le zèle jusqu'à s'offrir quelques-unes des nombreuses places qui n'avaient pas trouvé preneurs. Avec cette petite apothéose en prime : l'hymne des Blancs d'Afrique du Sud, tranquillement écouté par ce grand public « apolitique ». Pour aller si loin dans la compromission, pour prendre le risque de se faire traîner dans la boue par certains pays africains, pour braver d'importants secteurs de l'opinion internationale, il faut que l'enjeu soit bien important. Le Monde du 30 novembre, le jour même du fameux test-match, en donnait sans doute la clé : 15 milliards de francs (nouveaux !) de commandes étrangères de matériel de guerre à « la France » (Dassault, etc.) en 1974. Là-dessus, combien des patrons des Springboks ?

Philippe Marielie ■

(1) Pour M. Vorster, Premier ministre sud-africain, « seul un homme blanc peut être un springbok ». Pour M. Craven, président de la Fédération Sud-africaine de rugby, « les springboks sont aujourd'hui des soldats de première ligne... » Plusieurs appartiennent d'ailleurs à la police et à l'armée sud-africaines...

rupture avec l'URSS survenue en 1948. C'est alors qu'a été élaborée et progressivement appliquée l'autogestion dans les unités économiques et locales ; puis l'autonomie des républiques au sein de l'Etat fédéré. La Ligue des communistes a cessé de commander et de régir l'ensemble des institutions étatiques et sociales.

Elle a renoncé à une partie de ses prérogatives tout en réprimant les aspirations du pluralisme politique ; elle a admis, dans une certaine limite, l'expression dans ses rangs de la diversité d'opinions, sinon de tendances. La Ligue s'est attribuée le rôle d'inspecteur, d'initiateur et d'unificateur. Elle se réserve cependant le dernier mot chaque fois qu'elle croit menacées l'unité et l'indépendance du pays, ainsi que l'existence des institutions autogérées. Elle possède la possibilité d'intervention ayant gardé la direction de la police et de l'armée.

Tout autre a été le chemin choisi par la Roumanie. L'unification entre les mêmes mains des appareils du Parti et de l'Etat, entreprise en 1969, a trouvé son aboutissement au sommet de la hiérarchie dans la création d'un bureau permanent qui remplace le présidium du parti. Sous l'impulsion du secrétaire général devenu président de la République, ce bureau permanent regroupera les principaux dirigeants du Parti, membres du secrétariat, et de l'Etat, chef du gouvernement,

président de l'Assemblée nationale, du Comité du plan, etc. Il exercera en pratique les fonctions de super-gouvernement chargé de coordonner, dans une institution unique, les activités du Parti et de l'Etat. Il n'existe dans aucun autre pays à direction communiste.

Grâce à ces mesures, la lourdeur des deux appareils parallèles, l'un dirigeant l'autre, tend à disparaître, mais cette identification du Parti avec l'Etat supprime toute distanciation du pouvoir politique à l'égard des organismes officiels et engage directement sa responsabilité dans chaque acte administratif.

Non seulement, dans ce système, il n'est pas question d'une avancée vers le dépérissement des institutions étatiques mais on constate au contraire le renforcement des organismes d'encadrement et de contrôle de la population. Le Parti domine et dirige, outre la vie politique, la vie culturelle et sociale. La contestation n'est pas tolérée et l'unification des différents appareils facilite le repérage des mal-pensants. Le Parti lui-même devient, de plus en plus, un instrument d'exécution des consignes venant du sommet, celles d'un maître unique, le « conducteur » du peuple ; la dictature du Parti se mue en dictature personnelle de Nicolas Ceausescu ; un nouveau « culte de la personnalité » s'installe en Roumanie...

Victor FAY ■

## international en bref

### ● ETHIOPIE à feu et à sang

Pour l'ex-empire du Roi des Rois, le temps des vraies convulsions est venu : après la « révolution » de la propreté qui s'en prenait surtout à la cour corrompue du Négus mais ne touchait pas aux intérêts essentiels des Américains, voilà celle des officiers « nassériens », plus nationalistes et intransigeants, qui ont choisi les grands moyens : l'exécution de soixante hauts personnages de l'ancien régime. Là, les Etats-Unis n'ont pas apprécié : ils commencent à emballer leur matériel et à rapatrier leurs « conseillers ». Il faut savoir que plus de la moitié de l'aide militaire US consentie à l'Afrique allait à l'Ethiopie.

Mais la nouvelle politique du Comité militaire se heurte à d'importantes résistances : la lutte de libération nationale des Erythréens ; un nouveau front de libération dans la province du Tigré ; des attentats à Addis-Abeba (500 morts lundi, en plein centre de la capitale). Du coup, la question de l'or du Négus — ces milliards qui reposent en Suisse pourraient relever le budget éthiopien — passent au second plan. Reste Djibouti, ce petit bout de France relié directement à Addis par une ligne de chemin de fer dont le ministre Abelin est actionnaire : et si la vague l'emportait ?

### ● LA REUNION quatre morts par semaine

Roland Mallet, président de l'Union générale des Travailleurs réunionnais en France, revenant de la Réunion, a révélé que les conditions, déjà dramatiques d'ordinaire dans cette île, s'étaient aggravées ces temps derniers. En effet trois personnes ont été récemment découvertes inanimées dans une banlieue de Saint-Denis : mortes de faim. D'après certains renseignements, on peut évaluer à 4 ou 5 par semaine, depuis la fin du mois de septembre, le nombre des morts de faim dans ce pays du chômage et de la misère. Il paraît que M. Stirn s'en est ému. Mais pas assez pour changer la politique du gouvernement. Pour lui, la Réunion souffre de surpeuplement et non de sous-développement. C'est probablement pour cela que le député n'exprime jamais les mêmes convictions démographiques à Paris qu'à Saint-Denis de la Réunion. Vérité en deçà, erreur au-delà ?

### ● ARMES : des clients sûrs

L'Iran et l'Espagne aimeraient bien passer commande de sous-marins nucléaires français. Ces pays se contenteront cependant de sous-marins classiques, de type « Agosta ». Petite bavure sur un marché considérable : 15 milliards de francs de prises de commandes militaires pour 1974. La France, où plus de 60 000 personnes travaillent pour les exportations de l'armement, envisage — pour l'amélioration de son image de marque — le développement de certains services d'après-vente et d'entretien afin de « suivre » les matériels écoulés auprès des clients les plus réguliers. Juteux commerce !

Ph. M.

### A propos de Voyage imaginaire

Par notre compte-rendu de voyage, nous n'avons cherché qu'à introduire quelques réflexions sur la vie dans les communes populaires (beaucoup de camarades oublient qu'en Chine, les masses paysannes représentent 80 % de la population).

Mais les questions que posent J. Thibault dans le dernier T.S.,

nous en avons longuement discuté en Chine, et contrairement à ce qu'il laisse penser, nous en avons obtenu des réponses qui n'avaient rien de « stéréotypé officieux », ni d'« intemporel ».

J.M. CHOPIN, G. AUZOUX

Dont acte - J.T.

## Les hors-la-loi de Palente

ENFIN ! La bande dessinée devient une arme de la lutte de classe. C'est avec un vrai bonheur qu'on suit les aventures des LIP contre le pouvoir, les patrons, les fantoches. L'esprit LIP est là dans sa détermination, sa modération, sa gentillesse et son humour.

Et puis ayez-en toujours un sous le bras quand on viendra vous dire « LIP c'est un échec ». Mieux, offrez-le aux camarades cégétistes qui vous diront ça. Rarement vous aurez fait un investissement politique plus rentable. Pour 10 F, c'est donné. Sur-tout que vous l'aurez acheté à la librairie de Tribune Socialiste : 9 rue Borromée, Paris (15e).



# LE 29 SEPTEMBRE, TOUS A BESANÇON !!

